

3.00 F

Tarif des abonnements page 2
 3 RUE DES ITALIENS

75627 PARIS CEDEX 08
C. C. P. 6207-23 Paris
Tél. Paris n° 656572
Tél. : 246-72-23

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

(1) A Paris, le litre d'essence coûte désormais 2,87 F, le supercarburant 3,08 F, le gazole 2,03 F et le fuel

Levée de boucliers en Grande-Bretagne

PROPE

ministres vivement critiqués pour
conservent leur poste

Italie

La difficulté s'accroît
pour le gouvernement de

L'adhésion des partis laïcs

EUROPE

Union soviétique

Les ministres vivement critiqués par M. Brejnev conservent leur poste

De notre correspondant

Moscou. — La session du Soviet suprême s'est achevée vendredi 30 novembre sans qu'aucun changement n'ait été apporté à la direction du gouvernement. Malgré sa malade, M. Kossyguine, resté président du conseil, M. Tikhonov, premier vice-président, qui après sa promotion au bureau politique fait figure de successeur, devra attendre encore avant d'hériter officiellement d'une fonction qu'il va exercer en fait pendant quelque temps au moins. Le dernier jour de la session il a prononcé, pour présenter la nouvelle loi sur la « contrainte populaire », un rapport qui n'avait pas l'envergure d'un discours inaugural d'un chef de gouvernement.

La solution choisie, après plusieurs semaines d'une dramatisation qui n'a pas été uniquement le fait des observateurs occidentaux, ménage toutes les possibilités : si la santé de M. Kossyguine lui permet de revenir à son poste, sa place est libre. Si le pont-avenue, M. Tikhonov, membre du bureau politique, pourra devenir chef du gouvernement, et s'il ne remplace pas de M. Kossyguine, il pourra assurer son intérim jusqu'au prochain congrès qui lui cherchera un successeur définitif.

Si M. Kossyguine revient aux affaires, hypothèse que l'on ne saurait totalement exclure, sa position n'en sera pas moins affaiblie. Le requêteur de M. Brejnev sur les maux de l'économie, sa mise en cause des ministres et du Gosplan s'adressaient indirectement au chef du gouvernement, responsable de la direction de l'économie, et notamment de l'industrie. Les « lampes » des ministres délaissés cités par le secrétaire général ne sont que des collaborateurs du premier ministre, que celui-ci a en premier lieu choisis, et s'adressent à l'allochton de M. Kossyguine lorsque M. Brejnev lui avait remis une décoration pour son soixante-quinzième anniversaire, au pointage, avait montré que les relations entre les

deux hommes n'étaient pas des meilleures. Il était difficile de mettre complètement M. Kossyguine sur la touche. Celui-ci, qui participe au gouvernement depuis plus de quarante ans, bénéficie de larges soutiens au bureau politique, dans l'appareil gouvernemental, dans les milieux industriels, dans la population, où sa réputation de sérieux lui a attiré de nombreuses sympathies. Il a une très bonne image à l'étranger. De plus, la recherche des responsabilités pour la crise économique ne peut pas s'arrêter à M. Kossyguine et mettre en cause également les dirigeants du parti et responsables gouvernementaux. Quelles seront les conséquences du discours prononcé par M. Brejnev devant le plénum du comité central ? Les ministres délaissés demeurent en place. Mais il est possible que ce discours annonce une offensive contre la bureaucratie, contre les cadres qui freinent les changements et traitent les idées lorsqu'il s'agit d'appliquer les décisions du parti.

La critique en règle des insuffisances de l'économie à laquelle s'est livré M. Brejnev pourrait préparer le terrain à une application complète de la « réforme » de juillet 1979, à laquelle il n'a fait qu'une brève allusion. Les dirigeants voudraient éviter de renouveler l'expérience de la réforme de 1965, qui n'a jamais véritablement été mise en œuvre. Cette explication est plausible. Mais, pour le moment, si le diagnostic est sévère, il n'apparaît aucun élément de solution. M. Brejnev donne l'impression de s'être limité à rechercher des bonnes emplacements. Reste que les remèdes proposés (renforcement de la discipline, du travail idéologique, sanctions contre les incapables d'infractions et obligations du plan) ont un aspect volontariste très marqué qui ne paraît pas à la hauteur d'une situation économique en constante dégradation.

Italie

Les difficultés s'accumulent pour le gouvernement de M. Cossiga

De notre correspondant

Rome. — L'Italie est en train de sortir progressivement du calme politique qu'elle connaissait depuis août : les nuages commencent à s'amorcer au-dessus du « gouvernement de trêve » de M. Cossiga, tandis que la situation économique s'aggrave. On voit mal comment un cabinet très faible, sans véritable majorité parlementaire, pourrait inverser le courant.

Certes, lors de sa formation, personne ne prédisait une longue existence au gouvernement tripartite de M. Cossiga (démocrates, chrétiens, socialistes et libéraux, auxquels s'ajoutent quelques « techniciens »). Il était clair que l'ancien ministre de l'Intérieur ne ferait qu'occuper le terrain jusqu'au congrès de la démocratie chrétienne en janvier 1980. Mais, connaissant par expérience la dureté des formules providentielles, constatant l'énervement avec lequel le président du conseil et plusieurs de ses ministres avaient inauguré leurs fonctions, les milieux politiques se demandaient, au début de l'automne, s'ils ne devaient pas réviser leurs pronostics.

L'effacement du premier ministre, dans plusieurs écrits parlementaires (sur la pollution, les expulsions de locataires, les inspections des impôts et la loi de finances), le gouvernement a été mis en minorité. L'opposition des communistes, de l'extrême gauche, des radicaux et de l'extrême droite s'est renforcée avec l'arrivée de « franco-tirons ».

L'hésitation des partis laïcs

M. Cossiga, qu'un hebdomadaire qualifiait de « superman » en septembre, est accusé aujourd'hui de ne pas gouverner. « Le pouvoir qui ne s'en sert pas », commente l'éditorialiste de Repubblica. A la bavette de la Chambre des députés, les bons mots sont retournés, comme des gants. On ne dit plus : « Ce gouvernement durera, parce qu'il est faible », mais : « Même pour tomber, il faut de la force ».

En fait, il faudrait surtout une solution de rechange. Or personne n'en a. Depuis la longue crise gouvernementale de l'été, la situation n'a pas changé. La chute du cabinet pourrait provoquer, une fois de plus, des élections anticipées, qui se substituent — ou s'ajouteraient — aux élections régionales, provinciales et municipales du printemps 1980.

Il n'est même pas dit que le congrès, tant attendu, de la D.C., départage clairement ceux qui veulent retourner à l'alliance de centre gauche et ceux qui privilégient l'entente avec les communistes. Mais la perspective de ce congrès explique beaucoup d'attitudes présentes. M. Cossiga se distingue par sa discrétion, parce qu'il estime être un arbitre possible dans son parti. Si la droite de la D.C. cherche à provoquer une crise gouvernementale, c'est parce qu'elle espère l'annulation d'un congrès où elle a des risques d'être battue. Quant à la gauche démocrate-chrétienne, faible au Parlement, mais forte parmi les députés, on se demande si elle ne veut pas faire tomber le gouvernement, ou du moins le maintenir en état de faiblesse pour démontrer qu'on ne peut rien faire sans les communistes dans la majorité.

Quant aux partis laïcs, ils ne semblent pas pressés de provoquer une crise. Ils hésitent à faire ce cadeau au P.C.I. C'est le cas des socialistes-démocrates, qui espèrent le soutien de la gauche communiste pour leur projet de « restructuration » de l'électorat. Ils seraient alors en position de force pour négocier.

Divisé au sommet, le parti socialiste fait un raisonnement assez proche. Avec prudence, il cherche des alliances à gauche et à droite pour pouvoir réaliser son projet : obtenir, pour la première fois, la présidence du conseil. Il semble que les communistes l'aient finalement assuré de leur appui sur ce point, en échange de garanties.

Mais les vrais problèmes sont économiques. Le regain de l'inflation et l'absence de plan énergétique cohérent rendent les perspectives très sombres. Pour le premier semestre de 1980, les syndicats ont déjà organisé une grève générale, et s'annoncent que le président du conseil leur fasse faire antichambre depuis un mois, alors que ces rencontres sont devenues quasi rituelles. « La comité directeur de nos trois confédérations doit se réunir le 12 décembre », dit M. Trentin, secrétaire national de la C.G.I.L. Si rien n'a été fait d'ici là, nous déciderons une autre grève, plus dure que la première, et l'existence du gouvernement pourrait être menacée. »

ROBERT SOLÉ

UN NATIONALISTE UKRAÏN EN ÉMIGRE APRÈS AVOIR PASSÉ TRENTE-TROIS ANS DANS DES CAMPS

De notre correspondant

Moscou (A.F.P.). — Après avoir passé trente-trois ans dans les camps soviétiques, le dissident ukrainien Sviatoslav Karavansky, âgé de cinquante-neuf ans, est arrivé, vendredi 30 novembre, à Vienne, avec sa femme Nina, microbiologiste, qui fut détenue de 1971 à 1976. Ils souhaitent s'établir aux États-Unis. Condamné à vingt-cinq ans de camp en 1943 pour son appartenance au mouvement armé des nationalistes ukrainiens de Bandera, M. Karavansky a passé plus de trois cents jours au cachot, de 1951 à 1954, pour sa participation à des manifestations politiques et graves de la faim collectives, notamment dans les camps de Kolyma (Sibérie extrême-orientale). Arrivé en 1968, il fut arrêté en 1969, sans jugement, pour purger la fin de sa peine, parce qu'il avait protesté contre le « processus de russification de l'Ukraine ». En 1970, il fut encore condamné à dix ans de détention pour avoir écrit en prison un document attribuant à l'U.R.S.S. la responsabilité du massacre de Katyn. Dans ce document, M. Karavansky affirmait, sur la base du témoignage d'un garde-forestier, que les troupes soviétiques, et non pas les troupes allemandes, étaient responsables du massacre de quatre mille cinq cents officiers polonais en 1941, dans la forêt de Katyn. Il a été libéré quelques semaines avant d'être autorisé à émigrer.

ASIE

LES NÉGOCIATIONS SINO-SOVIÉTIQUES

Pékin n'attend pas de résultats décisifs avant une relève au Kremlin

De notre correspondant

Après six réunions plénières, la première phase des négociations sino-soviétiques vient de se terminer à Moscou. Conformément à l'accord intervenu entre les deux délégations, la prochaine phase aura lieu à Pékin. Sans doute, indique une bonne source, après une pause d'au moins deux mois. Les Chinois, écrit notre correspondant à Pékin, ne semblent pas attendre de résultats décisifs des pourparlers avant une relève du personnel dirigeant soviétique.

Pékin. — Selon Chine nouvelle, cette première phase des conversations — qui faisait déjà suite à cinq réunions préliminaires consacrées à des questions de procédure et d'ordre du jour — a permis aux deux parties d'établir des positions respectives sur les relations entre les deux pays.

Les indications dont on dispose à Pékin incitent à penser que peu de progrès ont été accomplis depuis l'arrivée à Moscou, le 23 septembre, du chef de la délégation chinoise, M. Wang Zhaoping, contrairement à certaines informations, les questions d'ordre idéologique ne semblent guère avoir été évoquées lors des discussions. Il s'agit en fait d'un problème largement dépassé à l'heure où la Chine emprunte à la Yougoslavie — et à l'U.R.S.S. —

toutes sortes de méthodes de développement dénoncées il y a quinze ans comme « révisionnistes ».

Les négociations ont concentré leur attention sur les relations d'Etat à Etat. Mais c'est sur ce terrain qu'il émergeait apparemment de graves difficultés à trouver un usage commun.

La position soviétique a été de traiter exclusivement des relations bilatérales, en s'orientant autant que possible vers l'avenir, à partir de la situation présente. Conformément à ce qui avait déjà été suggéré dans les notes échangées depuis le 3 avril, Moscou propose la mise au point d'un document formulant « les principes sur lesquels se fonderaient les relations entre les deux pays ». Il s'agit d'une formulation appropriée des principes de la coexistence pacifique, comportant des assurances de non-recours à la force, de non-ingérence respective dans les affaires intérieures, de respect mutuel de l'intégrité territoriale, etc. Les mêmes termes, les Soviétiques souhaitent qu'un certain nombre d'accords concrets soient préparés — sur les échanges économiques, technologiques et culturels — qui pourraient donner sans trop attendre une substance aux relations sino-soviétiques.

Deux sujets délicats

Les Chinois ont soumis d'éventuels accords sur ces questions au règlement préalable d'autres problèmes qu'ils considèrent comme essentiels dans les rapports entre les deux pays. D'après les informations dont on dispose à Pékin, deux sujets délicats ont été soulevés dans cet esprit. Le premier a demandé d'abord à l'U.R.S.S. de ramener ses forces stationnées en Chine à leur niveau de 1964, « l'époque de Nikita Khrouchtchev », c'est-à-dire approximativement à quatre divisions.

La réaction soviétique n'a pas été entièrement négative. L'idée étant avancée par Moscou d'une réduction réciproque des forces qui se font face. Le problème se complique, car une division chinoise ne dispose pas des mêmes armements qu'une division soviétique. Pékin demande, en fait, la réduction des forces soviétiques à leur niveau non seulement quantitatif, mais également qualitatif d'il y a quinze ans. Ce qui supposerait notamment le retrait d'engins nucléaires de portées diverses mis en place depuis cette époque, ainsi, semble-t-il, que d'assez nombreux blindés. A quel les Soviétiques répondent qu'ils ne peuvent pas « démanteler leurs divisions » pour faire plaisir aux Chinois sans se voir de ces derniers une concession correspondante, que les forces armées de Pékin ne sont pas en mesure de consentir.

Ce problème se complique de la présence en République populaire de Chine d'abus militaires et a déjà pris des mesures non seulement pour empêcher de tels abus, mais aussi pour aider l'économie de l'île. Il peut y avoir en quelques cas d'abus militaires, mais ils ont été punis. Le gouvernement philippin ne tolère pas et ne tolérera pas d'abus commis par les militaires, et en fait a encouragé quiconque, y compris les membres du clergé, à se manifester et à dénoncer de tels abus. (A.F.P.)

de Mongolie de forces soviétiques qui s'y trouvent en conformité avec un traité conclu entre Moscou et Oulan-Bator. Pékin a évité depuis le printemps de soulever publiquement cette question qui touche à la souveraineté mongole, mais elle aurait été explicitement évoquée par M. Wang Zhaoping. Peut-être se résoudra-t-elle sans l'intervention du gouvernement de la R.P.M.

L'aide soviétique au Vietnam est le second sujet évoqué par la délégation chinoise. La Chine s'insurge contre son flanc sud par un proche allié de l'U.R.S.S., et elle demande des assurances de ce côté également. Ce serait-ce qu'un nom de « grand-béatisme », que M. Gromyko a eu le bon goût d'intégrer depuis quelques mois aux thèses soviétiques. Selon nos informations, elle aurait solennellement une « réduction » de l'aide soviétique à Hanoi, sans plus. A quoi l'U.R.S.S. répond en arguant du traité qu'elle a conclu avec le Vietnam en 1974 et qu'il ne saurait être question de dénoncer. Ce n'est pas exactement ce que demande la partie chinoise, mais on touche à un domaine où la situation, sur le terrain militaire, est très délicate. Ce n'est pas, en diplomatie, est encore beaucoup trop mouvante pour que des solutions puissent commencer à s'esquisser.

Si aucun progrès visible n'a été réalisé pendant ces deux premiers mois de négociations, on affecte néanmoins de part et d'autre de considérer comme positif le fait que les conversations se poursuivent. De fait, par rapport à ce qu'était la situation il y a seulement deux ans, la transformation est déjà très sensible, quoiqu'elle ne soit pas encore définitive.

Fondamentalement toutefois, la question reste de savoir si, d'un côté comme de l'autre, on estime possible d'aboutir. Les Soviétiques éprouvent des doutes face à la direction chinoise. L'homogénéité n'est pas totale sur une variété de questions et dont il n'est pas certain que tous les membres partagent encore la même vue stratégique des relations internationales dans les années 80. Mais, selon certaines sources, des doutes se manifesteraient à Pékin, où l'on s'interrogerait sur la capacité du régime soviétique sous le règne de M. Brejnev, à franchir un pas aussi décisif que la normalisation des relations avec la Chine.

La personnalité du secrétaire général du P.C. soviétique sera moins en cause que l'équilibre des forces qu'il incarne au Kremlin, et qui déjà dans le passé aurait fait obstacle à une opération diplomatique de ce genre. Ce qui ne signifie pas que la Chine a renoncé à pacifier ses relations avec l'U.R.S.S., mais qu'elle est moins sûre aujourd'hui qu'elle ne l'était autrefois de ce que cet objectif peut être atteint avant qu'une relève n'intervienne au sommet de la hiérarchie soviétique.

ALAIN JACOB

Philippines

Une lettre de l'ambassadeur en France sur l'attitude du clergé catholique

A la suite de la publication dans le Monde daté 18-19 novembre d'une déclaration d'un religieux philippin sur la situation économique aux Philippines et la répression, l'ambassadeur des Philippines en France, M. Felipe Jacobo, nous a adressé une lettre dont voici les principaux passages :

Qu'il existe une catastrophe économique aux Philippines est reconnu par le rapport annuel de la Banque mondiale, qui dit que « pendant l'année fiscale 1979 la performance économique des Philippines a été mauvaise ». Les Philippines et Thaïlande, continua de développer ses réalisations impressionnantes des quatre dernières années. Les taux de revenu par capitaux étaient également substantiellement plus élevés que la moyenne de tous les pays en voie de développement. (A.F.P.)

Si certains individus ont été privés de la liberté ou détenus, ce n'est pas parce qu'ils ont été privés des droits de l'homme, mais parce qu'ils ont commis des actes destinés à renverser le gouvernement établi, actes répréhensibles selon les lois pénales du pays. La plupart des religieux impliqués étaient des communistes ou des sympathisants communistes et étaient contre le gouvernement établi avant l'imposition de la loi martiale. Tous les soi-disant démons politiques ont été relâchés par le gouvernement, mais ceux qui ont été accusés de crimes ont été maintenus en détention jusqu'au jugement de leur cas par les cours selon les procédures judiciaires normales.

Dans le cas particulier de Samar, le président a ordonné une enquête au sujet des pré-

alés abus militaires et a déjà pris des mesures non seulement pour empêcher de tels abus, mais aussi pour aider l'économie de l'île. Il peut y avoir en quelques cas d'abus militaires, mais ils ont été punis. Le gouvernement philippin ne tolère pas et ne tolérera pas d'abus commis par les militaires, et en fait a encouragé quiconque, y compris les membres du clergé, à se manifester et à dénoncer de tels abus. (A.F.P.)

Certains éléments du clergé catholique aux Philippines, apparemment non satisfaits de leur devoir religieux de subvenir aux besoins religieux de leurs ouailles, se sont arrogé la mission temporelle d'inciter le peuple à se révolter contre le gouvernement légitime. Ils ont complètement violé le principe fondamental de la séparation de l'Eglise et de l'Etat contenu dans la Constitution philippine.

Des accusations portées contre le clergé catholique dans cette lettre, qui contredit l'impitoyable répression d'abus dans la campagne de pacification de l'île de Samar, ne font qu'illustrer la tension croissante entre l'Eglise et le gouvernement philippin.

Thaïlande

DEUX ENGINES ONT EXPLODÉ, vendredi 30 novembre, dans l'enceinte de l'ambassade des États-Unis à Bangkok. L'attentat pourrait être le fait de membres de la milice moustine de Thaïlande qui jusqu'à présent n'a pas pris position dans la crise américano-thaïlandaise. (A.F.P.)

JEAN SCHMITT tout ce qu'on peut dire SUR MORETTI est parfaitement exact

le Monstre de la Défense, le Hor des Halles, mille dessins et tableaux, tout devient presque aux yeux de visionnaire.

un album 128 pages dont 32 pages d'illustrations couleurs et 19 originaux de Moretti

le Centurion

ROBERT SOLÉ

PROCHE-ORIENT

L'épreuve de force entre l'Iran et les États-Unis DURCISSEMENT A TÉHÉRAN

(Suite de la première page.)

Une bonne vingtaine de partis et de mouvements, de l'extrême droite à l'extrême gauche, ont lancé un défi au régime de la révolution. Malgré l'appel pathétique, lancé le 29 novembre, par ce dernier, invitant les partis à recommander le « oui » au référendum, tout en promettant que la Loi fondamentale serait éventuellement « complétée et corrigée », ces formations ont demandé à la population de boycotter le scrutin.

Quatre grands partis seulement ont répondu favorablement aux exhortations du patriarche de Qom : le parti républicain islamique (dirigé par

l'ayatollah Beheshti, un inconditionnel de l'imam), le Jams (musulmans de gauche), le Parti de la libération de l'Iran (de M. Mehdi Bazargan) et le parti communiste Tudeh. Le « oui » de ces trois dernières formations est cependant assorti de critiques fondamentales du projet de Constitution. Ils se sont résignés à l'approuver, déclarant-ils, afin de ne pas porter préjudice à « la lutte anti-impérialiste en cours et à la ligne politique de l'imam Khomeiny ».

S'il est vrai que la masse des moutons (les déshérités), dans les campagnes plus encore que dans les villes, suit fidèlement l'imam Khomeiny, et approuvera donc n'importe quel texte qu'il lui soumettra, le projet de Constitution se heurte

à deux oppositions : l'extrême gauche (marxiste ou islamique), qui cherche à instaurer l'« État des ouvriers et des paysans » ; la droite et le centre libéral qui prônent un régime de type occidental.

Alors, les Fédérés du peuple (marxistes-léninistes), les Moudjahidin du peuple (musulmans progressistes), les trotskistes, les maoïstes, se retrouvent du même côté de la barrière que le Front national (de M. Sanjabi), le Front national démocratique (mossadeghistes), le parti radical (de M. Moghaddam), le parti pan-iraniste (extrême droite anticlericale), le parti Iran (qu'animait naguère M. Chapour Bakhtiar) et le parti républicain du peuple musulman (de l'ayatollah Chariat Madari).

La formation de M. Bazargan fait sans doute exception à la règle. L'ancien premier ministre, qui a été coopté au sein du Conseil de la révolution, ne pouvait démentir l'idée de se désolidariser de l'imam Khomeiny. Cependant, personne n'ignore l'opinion de M. Bazargan : en compagnie d'une quinzaine de ses ministres, il avait, en octobre, présenté sa démission au patriarche de Qom pour protester contre un projet de Constitution qu'il jugeait à l'époque « inacceptable », voire « indigeste », selon le terme de l'un de ses partisans, un grand marchand du Bazar.

« Une Constitution d'essence totalitaire »

M. Karim Lahidi, éminent juriste, et militant démocrate, exprime le mieux les sentiments du centre libéral et laïc : « Cette Constitution, nous a-t-il déclaré, est d'essence totalitaire. Nous étions républicains, sous la monarchie, par une loi fondamentale qui accordait à l'imam une responsabilité au sein du pouvoir et nous savons ce qu'il en est advenu. Dans le texte qui est proposé aujourd'hui, l'imam Khomeiny est investi de tous les pouvoirs sans aucune responsabilité. Nous pouvons aisément imaginer le sort qui nous attend, surtout après la disparition de l'imam, qui bénéficie lui de la confiance totale du peuple. »

Le politologue qui a passionné les milieux politiques ces dernières semaines portait, en effet, sur l'aspect fondamental de la Constitution : le « vélayat faghih » (la tutelle du dirigeant religieux), un concept de l'islam chiite qui confère au représentant intermédiaire du prophète Mahomet la mission de diriger et de protéger la communauté musulmane en attendant l'instauration de la justice absolue, après le retour sur Terre du douzième imam disparu. Ce dogme, coopté par tous les chiites, devint objet de contestation — notamment par l'ayatollah Chariat

Madari — dès qu'il fut introduit dans le domaine temporel, celui du texte constitutionnel. L'innovation suscitée par l'imam Khomeiny est sans précédent : jamais dans l'histoire de la Perse, le clergé chiite n'a eu le droit, la possibilité ou même la prétention d'exercer directement le pouvoir politique.

La plus grave aux yeux des libéraux est que la Constitution accorde au « vélayat faghih », au « dirigeant », des pouvoirs quasi absolus. L'imam Khomeiny, ou son successeur, aura le droit aux termes de l'article 110 par exemple de nommer et de destituer tous les officiers supérieurs des forces armées, dont il est le commandant en chef, ainsi que les membres de la haute magistrature ; de déclarer la guerre ou de conclure la paix ; d'approuver ou de désapprouver les candidatures aux fonctions de président de la République, lequel sera élu au suffrage universel ; de destituer le chef de l'État sur la recommandation, à cet effet, de la Cour suprême ou de l'Assemblée nationale ; de réduire ou de supprimer les peines de prison prononcées par les tribunaux.

Il ne s'agit là que d'une forme atténuée des dispositions proposées initialement par la majorité de la Constituante. Il a fallu un combat acharné d'une poignée de membres de l'Assemblée, en particulier de MM. Moghaddam, le chef du parti radical, et Bani Sadr, pour que les pouvoirs de l'imam Khomeiny soient tempérés par des articles se référant à la « souveraineté populaire ». Cooptés par ses collègues, l'actuel ministre de l'Économie et des Finances s'était exclamé au cours d'une séance houleuse : « Vous devriez, messieurs, mettre un terme à vos délibérations. Nous n'avons pas besoin d'une Constitution pour accorder les pleins pouvoirs à l'imam ! »

M. Bani Sadr n'est toujours pas satisfait du texte « amélioré » qui a été finalement adopté, mais il estime que les « aspects positifs » de la nouvelle Constitution, en particulier dans le domaine économique et social, l'emportent largement sur les lacunes, contradictions et incohérences. Le secteur public et autogestionnaire, qui englobe à peu près toutes les activités économiques, ne laisserait selon lui qu'une part dérisoire à la libre entreprise. Selon sa doctrine, le capital, y compris les moyens de production, appartiennent à l'État, tandis que le produit du travail serait privé. La nouvelle Constitution exclut en outre le « monopole » du capital étranger (sans pour autant le bannir), les « monopoles », et le « profit en tant que critère décisif de la production ».

L'extrême gauche dénonce pour sa part le « capitalisme d'État » que la nouvelle Constitution va, selon elle, institutionnaliser. Expliquant leur abstention au référendum, les moudjahidin du peuple proclament qu'ils poursuivront la lutte pour abolir la propriété privée « parasitaire », pour que « la terre revienne à ceux qui la labourent », conformément aux préceptes édictés par Mahomet et les saints imams qui lui ont succédé. Tout comme le libéral ayatollah Chariat Madari, les musulmans de gauche s'élèvent avec autant de véhémence contre l'institution d'un régime à caractère clerical. Ces militants de l'imam rappellent par leur orientation les prêtres ouvriers des années 50 avec cette différence capitale que le moudjahidin du peuple constitue un mouvement populaire disposant de surcroît d'une importante organisation clandestine de guérilla.

La colère des minorités nationales

Au total, l'islam conservateur a emporté sur l'islam progressiste au sein de la Constituante. La loi fondamentale n'autorise pas explicitement la création de syndicats et passe sous silence le droit de grève, puisque les musulmans intégristes jugent que la notion de lutte des classes est une « invention marxiste ». En revanche, des « conseils ouvriers » participent à la gestion des entreprises et contribueront à l'amélioration de la « qualité de la vie ».

Le préambule de la Loi fondamentale proclame bien que « la femme cessera d'être seulement l'objet du plaisir sexuel et un instrument du profit économique », mais aucun article n'est consacré aux droits économiques, sociaux et politiques des femmes, « désormais reléguées au domaine du mépris », selon les termes de M. Karim Lahidi. Le Comité de solidarité des femmes, qui regroupait plusieurs associations, a dénoncé, au cours d'une réunion publique tenue le 25 novembre, la Constitution, qui n'a aboli ni la poly-

gamie, ni le « mariage précoce » (reconnu par la religion chiite mais jugé par les femmes occidentales comme une forme de prostitution déguisée), ni la loi sur le divorce, qui donne aux hommes le droit exclusif et arbitraire de répudier leurs épouses.

La colère gronde également au sein de toutes les minorités nationales, qui, prises ensemble, constituent la majorité de la population iranienne. Certes, l'article 13 garantit la liberté de culte aux juifs, aux chrétiens et aux zoroastriens, mais l'importante communauté des Bahai n'existe pas aux yeux de la loi. L'article 18 reconnaît des droits égaux à tous les citoyens, « sans distinction de race, de couleur, de langue ou de conviction politique », mais le chiisme est la religion d'État et son chef suprême concentre tous les pouvoirs entre ses amis. Les millions de musulmans sunnites, les Balouches, les Turkmènes, par exemple, se sentent, dès lors, comme des citoyens de deuxième zone.

La nouvelle Constitution ne reconnaît aux divers peuples de la République ni le droit à l'autonomie ni même celui de l'« auto-gouvernement » (self government). M. Bani Sadr estime cependant que les conseils de la « choura », qui seront élus dans les campagnes et dans les villes, donneront aux minorités « davantage de pouvoirs autonomes que n'en disposent les peuples d'Union soviétique ou de Yougoslavie ».

Tel n'est pas l'avis des formations kurdes, qui ont décidé de boycotter le référendum, ni celui des Azarbaljdjans (treize millions de citoyens), qui, pour la plupart, considèrent l'ayatollah Chariat Madari comme leur chef spirituel et politique.

État-il indispensable à l'imam Khomeiny de faire adopter sans tarder une Constitution aussi discutée ? Beaucoup lui avaient suggéré d'ajourner le référendum jusqu'à la fin de l'épreuve de force avec les États-Unis. Un pays en révolution, lui faisait-on valoir, pourrait très bien s'accommoder d'un régime de transition de longue durée. L'imam a scarté toutes les objections et tous les conseils qu'on lui prodiguait.

Paradoxalement, pour ceux qui le connaissent mal, le patriarche de

Qom est un législateur pointilleux. Il tient à essorer son pouvoir sur des bases juridiques. L'immense popularité qu'il s'est acquise ces dernières semaines contribuera à lui donner satisfaction, dans l'immédiat. Quant à l'avenir, il sera modifié moins par le texte constitutionnel que par l'équilibre des forces politiques qui émergera de la « deuxième révolution » actuellement en cours.

ERIC ROULEAU.

LES PARTICIPANTS AU SOMMET DE DUBLIN DEMANDENT LA LIBÉRATION DES OTAGES

Les participants au sommet européen de Dublin ont adopté une déclaration sur la situation en Iran dans laquelle ils examinent « la grave situation créée par l'occupation de l'ambassade des États-Unis à Téhéran et par la prise en otage de son personnel, en violation flagrante du droit international ».

Ils ajoutent : « (...) L'immunité des missions diplomatiques constitue une règle fondamentale. Le non-respect de ce principe et la prise d'otages en vue d'exercer une pression sur les gouvernements sont totalement inacceptables. C'est le devoir de tous les gouvernements de s'opposer fermement à une telle violation du droit international ».

« Les Neuf (...) respectent pleinement l'indépendance de l'Iran et le droit du peuple iranien à déterminer librement son avenir. Ils connaissent l'importance que les Iraniens attachent aux changements survenus dans leur pays. Mais, de même qu'ils respectent les droits de l'Iran, ils lui demandent de respecter pleinement les droits d'autrui, et d'observer les principes établis reconnus qui régissent les relations entre États. (...) »

« (...) Les gouvernements des Neuf, soutenus par l'opinion publique de leurs pays, tels qu'ils s'est exprimée notamment à l'Assemblée européenne, lancent un appel solennel à l'Iran pour qu'il respecte ces principes admis depuis toujours en droit international. Ils soutiennent instamment les autorités iraniennes à libérer les otages sains et saufs, et à leur permettre de regagner leur pays. »

A l'attention de tous les Iraniens :

Un référendum sur la constitution de la République islamique d'Iran promulguée par le Conseil de la Révolution doit avoir lieu en Iran et à l'étranger. Ainsi le référendum aura lieu à l'Ambassade d'Iran (4, avenue d'Iéna, 75116 Paris) pendant deux jours (dimanche 2 et lundi 3 décembre - 11 et 12 Ans) de 8 heures du matin à 20 heures.

Tous les Iraniens habitant en France et en Portugal (qui est dans la circonscription de cette Ambassade) sont donc invités à venir voter aux jours indiqués pour accomplir leur devoir de citoyens iraniens et musulmans, ainsi d'une pièce d'identité ou de leur passeport.

Ambassade de la République islamique d'Iran.

Israël

Du bon usage du mot « Palestine »

De notre correspondant

Jérusalem. — Les autorités israéliennes reconnaissent — avec réticence — l'existence de « Palestiniens », mais refusent à ces derniers le droit d'utiliser le mot « Palestine » alors que des Israéliens en ont l'autorisation. Pourquoi ? Cette question de nuance très politique vient d'être posée devant le tribunal de district de Jérusalem. Au début de l'année, Mme Tawil, journaliste palestinienne, n'avait pu faire enregistrer officiellement sous le nom de Palestine Presse Service l'agence qu'elle anime à Jérusalem-Est et qui diffuse une revue de la presse israélienne en arabe et de la presse arabe de Cisjordanie en anglais. Mme Tawil a décidé d'introduire un recours en justice car, pour justifier le refus d'enregistrement, on lui avait notifié que le choix de cette appellation était « abusif » et constituait un « outrage public ».

L'avocat de Mme Tawil a fait valoir que, depuis l'époque du mandat britannique, une vingtaine de sociétés israéliennes continuaient de porter des noms incluant le mot Palestine. Il a cité l'exemple de la Palestine Post Limited, société éditrice du Jerusalem Post, quotidien israélien de langue anglaise. Mais le principal argument de la défense a été de souligner que le

terme « palestinien » est mentionné à plusieurs reprises dans les accords de Camp David. A cela il convient d'ajouter que M. Begin, dans différents discours, a parlé des « Palestiniens », en précisant souvent, il est vrai, qu'il s'agissait des Palestiniens « arabes », une manière pour lui d'indiquer que les Israéliens sont aussi des Palestiniens.

En réalité, on soupçonne Mme Tawil de vouloir accorder l'idée — inadmissible pour Israël — d'une entité palestinienne distincte, voire indépendante. Les Israéliens jouent ici sur les mots comme ils le font du projet d'autonomie en spécifiant que le principe de cette autonomie s'appliquera aux habitants de Cisjordanie et de Gaza et non à ces territoires qu'Israël revendique. D'autre part, l'administration n'a certainement pas été indifférente à la notoriété de Mme Tawil, une militante palestinienne bien connue en Israël comme à l'étranger, l'auteur d'un livre intitulé Mon pays, ma prison (le Monde du 18 septembre) et qui dans le passé a été assignée à résidence et incarcérée sans que l'on ait pu retirer contre elle aucune charge sérieuse. Le tribunal poursuivra l'examen du dossier le 16 décembre.

FRANCIS CORNU.

« Au cours de la soirée organisée, vendredi soir 30 novembre, par l'Association France-Palestine à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, M. Marcel-François Kahn, co-président de l'Association, a affirmé qu'en tant que Français il lui était impossible de ne pas dénoncer la campagne de haine et de

racisme menée actuellement contre l'O.L.P., contre la sagesse de son chef, le Dr Arafat, en France et contre l'Islam. Il a demandé que « la centrale palestinienne soit reconnue en tant que seul représentant du peuple palestinien et que M. Arafat soit déclaré officiellement en France le plus vite possible ».

Dans le numéro 84 de FRANCE PAYS ARABES

POURQUOI ARAFAT DEVRAIT RENCONTRER GISCARD D'ESTAING

Extrait de l'éditorial de Lucien Bittar :

La visite de Yasser Arafat à Paris peut-elle faire avancer la solution du problème palestinien, dans une perspective de paix durable ? C'est vraisemblable, car la seule rencontre Giscard d'Estaing-Arafat ne signifie pas seulement que la France reconnaît implicitement le fait que l'O.L.P. est le seul représentant légitime du peuple palestinien, mais aussi qu'un pays membre du Conseil de Sécurité des Nations Unies et de la Communauté Economique Européenne reconnaît aux Palestiniens le droit de leur propre État indépendant et souverain à côté d'Israël. (...) Sur ces bases, la visite au Palais du président Yasser Arafat, à l'initiative de l'Assemblée de la République, peut aussi avoir des répercussions positives dans la mesure où les Israéliens devront y voir non un acte d'hostilité à leur égard, mais un contrat, le désir de la France et de l'Europe de contribuer à l'instauration d'une paix juste et durable au Proche-Orient, qui préservera les aspirations légitimes de tous les peuples et de tous les pays de la région. (...) Dans ce même numéro :

Un dossier sur le SUD LIBAN et des articles ou interviews de Abou Jihad, Mehdi Ben Soudani, Mirza Hassan, Jean-Michel Gontier, René Chazotte, Claude Guez, Philippe Desmurs, Volodya Demourin, Daniel Goulet, Albert Marjani, Philippe de Saint-Robert, Lothar Schömann, René Tournier, Elisabeth Terrenoire, Yves Thoreau.

En vente à 9 F dans les principaux kiosques et librairies ou au siège de FRANCE PAYS ARABES - 12-14, rue Angereau - 75007 PARIS - 750 31 45 - 555 27 52, 24, rue Trévise - 69006 LYON - (78) 37-16-82.

Remplacement disponibles : « L'Actualisation des droits nationaux du peuple palestinien », par Lucien Bittar - 5 F. « Le plan d'urgence nouvelle formule de la colonisation israélienne », par Elisabeth Mathiot - 5 F. Et comme : chaque année des cartes de vœux - 2 F pièce.

Réagissant contre le « gel » des avoirs iraniens

TÉHÉRAN ENGAGE DES POURSUITES CONTRE LA FILIALE BRITANNIQUE DE LA CHASE MANHATTAN

La Banque centrale d'Iran a décidé de poursuivre devant les tribunaux londoniens la Chase Manhattan Bank, accusée d'avoir saisi 65 millions de dollars déposés dans la City par la Banque centrale. M. Ali Mohadi, gouverneur de la banque, a précisé le 30 novembre que cette action avait pour objet de faire reconnaître l'illégalité au terme de la législation britannique, du « gel » des avoirs iraniens détenus en Grande-Bretagne par les banques américaines.

La filiale londonienne de la Chase Manhattan avait toujours été très active dans les rapports monétaires avec l'Iran. Elle avait organisé le paiement des emprunts émis sur le marché de l'euro-dollar par les entreprises iraniennes.

Outre le déblocage des avoirs iraniens dans les filiales londoniennes des banques américaines, selon les milieux bancaires, l'opération constitue une grande partie des huit milliards de dollars déposés par l'Iran auprès des banques américaines dans divers pays, la Banque centrale ayant demandé aux tribunaux d'interdire aux banques américaines de prélever sur ces avoirs pour rembourser préférentiellement des emprunts iraniens. Des actions de même type pourraient être engagées contre d'autres filiales britanniques des banques américaines.

au soleil de Val-Thorens Le lac du lou

une résidence prestigieuse du studio 2 couchages à l'appartement 3 couchages 100 m² de terrain

à partir de 94 000 F* * Studio avec cuisine équipée

Credit bancaire très avantageux

au sommet de 3 Vallées au pied des pistes plein sud ski été/hiver

VAL-THORENS à 2300 m domine le plus grand domaine skiable du monde VAL-THORENS c'est le ski-sur pistes ou hors pistes, sur glaciers et toutes saisons, sur la neige exceptionnelle de haute altitude VAL-THORENS : La rencontre privilégiée du sport et des loisirs

Je désire recevoir, sans engagement, une documentation. Nom Adresse

Tel. S.C.I. Le Lac du Lou appartement 213, 73440 Val-Thorens tél. (78) 00.01.14

DANS LE MONDE

L'ATTAQUE DE LA S

Musiciens témoignages

L'opération est jugée

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

De l'...

PROCHE-ORIENT

DANS LE MONDE ISLAMIQUE

L'ATTAQUE DE LA GRANDE MOSQUÉE DE LA MECQUE

Plusieurs témoignages font état d'agitation dans les tribus saoudiennes

Une fraction des assaillants étaient toujours retranchés, vendredi 30 novembre, dans les sous-sols de la grande mosquée de La Mecque. Pour la deuxième semaine consécutive, l'attaque remonte à douze jours. — la prière du vendredi n'a pas été retransmise à la télévision à partir de ce sanctuaire. Divers

A Paris, diverses personnalités arabes proches des dirigeants saoudiens nous ont déclaré que ces derniers avaient été mis en garde, dès la fin septembre, contre des troubles éventuels. Les autorités de Riyad auraient alors pris diverses mesures de sécurité dans le pays, mais pas à La Mecque, n'imaginant pas que des rebelles oseraient faire de la grande mosquée leur bastion.

Toujours selon les mêmes sources, le mouvement de La Mecque n'a pas été fomenté par des étrangers ou des chéikhs mais par des Saoudiens sunnites, et il était dirigé contre les dirigeants wahabites au pouvoir. Parmi les rebelles figuraient des éléments de la tribu des Oaïba, dont les

membres sont de rudes guerriers particulièrement zélés, qui passaient pour être les meilleurs défenseurs du régime. Ils auraient été affectés par la « dégradation des mœurs » de la famille royale et par la dilapidation des revenus pétroliers.

On indique dans les mêmes milieux que le mouvement de La Mecque est une « conséquence indirecte » de la révolution iranienne et risque d'avoir des répercussions plus profondes que les autorités ne veulent le laisser entendre. En effet, non seulement les rebelles continueraient à résister, mais « des mouvements » commencent à se produire dans différentes tribus. Or le roi Abdul Aziz Ibn Saoud avait fondé

le royaume d'Arabie Saoudite en 1932, après plus de vingt ans de luttes contre certaines tribus. Il avait en outre sécularisé plus de douze d'entre elles. Pour donner une idée de leur importance, précisons qu'à l'époque certaines tribus comprenaient plus de quinze clans comptant chacun trois à cinq mille personnes.

D'autre part, un pèlerin algérien de passage à Paris, au retour de La Mecque, nous a fait un récit de l'attaque de la mosquée, confirmant d'autres témoignages (le Monde du 1^{er} décembre) et apportant de nouvelles précisions. Selon lui, les insurgés ont introduit leurs armes sur des brancards en utilisant des échelles comme s'il s'agissait de corps

amenés au lieu saint selon la coutume musulmane. Ils auraient pu faire entrer des camions dans l'enceinte du sanctuaire. Un des insurgés, muni d'un porte-voix, a annoncé que les rebelles violent « l'autorité de la corruption du régime et la dégradation morale, sociale et économique qui en est résultée dans le pays ». Selon le pèlerin, l'homme a affirmé que les fidèles qui le soutenaient pouvaient partir, les autres devant se joindre aux combattants. « Nous nous battons jusqu'à la mort pour témoigner devant le monde islamique de l'oppression dont est victime le peuple saoudien », aurait-il proclamé.

PAUL BALTA.

L'opération est jugée au Caire de nature essentiellement politique

De notre correspondant

Le Caire. — Selon certaines rumeurs alimentées par des Égyptiens venant d'Arabie Saoudite, le vendredi 30 novembre, les derniers « insurgés » résistaient encore dans les sous-sols de la mosquée de La Mecque y auraient été emmurés vivants, faute de pouvoir être délogés.

Les cercles dirigeants égyptiens qui, pourtant, ne manquent pas d'informateurs sûrs dans toutes les villes du royaume se refusent à commenter de telles informations « afin de ne pas accroître encore l'embarras dans lequel se trouvent ceux qui malgré tout restent nos frères saoudiens ». En revanche, certaines personnes informées commentent maintenant sous le sceau du secret : « La très grave affaire de La Mecque a bel et bien été une tentative en règle de changement de régime. Il s'agit d'un mouvement d'essence purement politique, quels que puissent être les prétextes religieux dont on veut à Riyad ou ailleurs se revêtir ».

Un tract rapporté, nous a-t-on affirmé, de La Mecque, mais ne comportant pas de date, s'en prend avec une violence inouïe « aux princes pousés de la famille Wahabite qui, ayant voulu les préceptes les plus élémentaires de l'islam, ne sont plus dignes de gouverner des croyants, ni de garder les lieux saints ».

Un rapprochement entre sunnites et chiites

Cela signifie-t-il que l'imam Khomeiny songerait à étendre son influence au berceau de l'islam ?

Ceux qui au Caire, suivent à la loupe l'évolution de la situation à l'est de Suez se bornent à répondre que des ressortissants de plusieurs pays musulmans, « y compris deux ou trois Égyptiens », auraient participé à la tentative de renversement du régime saoudien. L'idéologie des insurgés paraît encore plus radicale que celle de l'imam Khomeiny et fait penser à celle de l'organisation Takfir Ous Higr, mouvement clandestin dont le nom, Repentir et Emigration, résume le programme : les musulmans doivent revenir à l'islam original au moyen de la violence et pour s'y préparer ils doivent quitter provisoirement le monde corrompu dans lequel ils vivent, comme le prophète Mahomet choisit la fuite (Hajira) et s'en alla de La Mecque à Médine. Une unification des divers courants intégristes ou fondamentalistes serait en cours à travers l'aire islamique.

Le signal dans d'autres parties du royaume et peut-être même qu'une aide leur parviendrait de l'étranger.

Les militants musulmans étant galvanisés par la révolution iranienne, le patriarche de Qom serait en passe, qu'il le veuille ou non, de devenir, pour un néo-patriarisme odéoté, ce que Nasser fut pour l'arabisme. Une internationale de l'intégrisme islamique s'organiserait presque spontanément par-dessus les frontières afin de renverser tous les régimes musulmans « occidentalisés ».

Quelques signes pourraient donner du poids à cette thèse. Les thèmes des publications fondamentalistes circulant au grand jour sous le manteau à travers le monde arabe sont en train de s'unifier : les régimes « modernes » sont ceux d'Iran et du Pakistan et ceux des tribus saoudiennes sont ceux de Khomeiny et de la révolution iranienne. La paix avec les « juifs » est une « trahison » ; le communisme est une « abomination », comme l'est le genre de vie américain ou celui des monarchies pétrolières : les musulmans modernes ont été « séduits » par l'Occident ; l'émigration s'impose à la fois pour « proscrire les musulmans » ; les écoles chrétiennes en terre d'islam sont des « forteresses des croisés » ; les orientalistes européens n'ont pas le droit de « critiquer » l'islam, etc.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

AMÉRIQUES

Brésil

CONSEQUENCE DU MALAISE SOCIAL

Le président Figueiredo est bousculé par une foule hostile dans le sud du pays

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Le style populiste ne va pas sans risque en période de crise sociale. Le président Figueiredo, qui multiplie les voyages à l'intérieur du pays et baigne de foule, en a fait l'expérience vendredi 30 novembre : de sérieux incidents ont éclaté à l'occasion de sa visite à Floriopolis, capitale de l'Etat de Santa-Catarina, dans le sud.

Le président a été d'abord forcé d'interrompre son discours : il était hné par plusieurs centaines de personnes. Il tenta de descendre de la tribune pour entamer un dialogue avec la foule. Mal lui en prit : pierres et

boules de papier s'abattirent sur lui et son entourage. Les slogans du genre « le peuple a faim » firent place aux insultes. Le service de sécurité ne réussit qu'à grand-peine à dégager les visiteurs officiels, qui se dirigèrent vers le centre de la ville. Suivant le rituel, qui marque tous ses voyages, le président se rendit alors dans un bar populaire de la ville pour prendre un café. A sa sortie, le tumulte reprit. Le général Figueiredo reçut un coup de poing et en vint aux mains avec deux manifestants. Le ministre des mines et de l'énergie, M. Cesar Cals, fut renversé. Le cortège de voitures quitta rapidement les lieux sous une pluie de pierres. Les manifestants tournèrent alors leur fureur contre le palais du gouvernement, qui fut lapidé, et arrachèrent la plaque d'une statue que le chef de l'Etat venait d'inaugurer.

Etats-Unis

M. CARTER AVAIT LE POUVOIR D'ABROGER LE TRAITE AVEC TAIWAN

estime un tribunal

Washington (A.F.P.). — La cour d'appel fédérale du district de Washington a confirmé vendredi 30 novembre que M. Carter avait le pouvoir d'abroger, sans en référer au Congrès, le traité de défense entre les Etats-Unis et Taiwan. Elle a cassé le jugement en première instance d'un juge fédéral qui, sur la plume du sénateur républicain Goldwater et de vingt autres parlementaires conservateurs, avait estimé que le chef de l'exécutif avait outrepassé ses droits constitutionnels en abrogeant ce traité. De son côté, M. Goldwater a annoncé qu'il avait l'intention de porter l'affaire devant la Cour suprême. L'abrogation du traité était l'une des conditions de la normalisation des relations diplomatiques entre Washington et Pékin intervenue le 1^{er} janvier.

RECTIFICATION. — C'est par erreur que nous avons écrit dans le Monde du 28 novembre que M. George Hansen, représentant républicain de l'Idaho, qui a effectué ces jours derniers à son propre compte une mission de conciliation à Téhéran, avait tenté sa chance en 1972 contre M. Frank Church dans une élection sénatoriale dans l'Idaho. C'est en 1968 que M. Hansen avait été l'opposant républicain malheureux de M. Church.

Les « recommandations » à la presse

« Ce tumulte prouve qu'il y a vraiment de la démocratie au Brésil », déclarait peu après le général Figueiredo, dans un effort charitable pour dédramatiser la situation. Malgré son caractère entier, celui-ci a tout intérêt à minimiser ce qui ne peut que ternir son image auprès de certains secteurs militaires qui n'acceptent pas facilement de voir le président et commandant en chef des forces armées agressé par la foule, et ne cachent pas leur inquiétude devant le malaise social.

Pour la première fois, depuis la levée totale de la censure, les organes d'information auraient reçu la « recommandation » de ne pas trop s'étendre sur les faits. La plupart des journaux déviés ont réussi à commenter la visite sans faire la moindre allusion au tumulte. L'affaire dépasse le simple incident de parcours. Elle illustre le mécontentement de larges couches de la population face à une crise économique qui se traduit, cette année, par une inflation sans précédent de près de 75 %. Une forte hausse du prix de l'essence (qui vaut, maintenant, l'équivalent de 3 francs le litre), il y a quatre jours, a provoqué une nouvelle série d'agitations en chaîne.

THIERRY MALINIAK.

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Le gouvernement reconnaît son intervention militaire au Zimbabwe-Rhodésie

De notre correspondant

Johannesburg. — « Depuis un moment déjà, l'Afrique du Sud veille à la protection de ses intérêts et de ses voies vitales de communication, comme le chemin de fer de Beit-Bridge et ceux qui lui sont liés (au Zimbabwe-Rhodésie) », a déclaré vendredi 30 novembre le premier ministre sud-africain, M. Botha, admettant, bien qu'en termes vagues, une présence armée sud-africaine dans la colonie rebelle britannique.

Un proche du premier ministre a confirmé cette interprétation en expliquant que M. Botha avait ainsi voulu « replacer dans leur contexte » des informations publiées dans la presse britannique affirmant notamment que des hélicoptères et des avions militaires sud-africains opéraient au Zimbabwe-Rhodésie. « Nos exportations vers les Etats africains dépendent à au moins 600 millions de rands par an, explique M. Botha, tandis que nos importations sont de 216 millions de rands par an (1). Il est donc très important que notre route commerciale vers le Zimbabwe-Rhodésie et les Etats plus au nord soit protégée, dans l'intérêt des parties concernées et des habitants du sous-continent ». Le premier ministre a donné une autre raison à cette présence militaire dans le pays voisin : la « collaboration » de l'African National Congress (A.N.C.), mouvement interdit en Afrique du Sud, avec le Front patriotique. Les dirigeants de l'A.N.C. qui collaborent avec le Front patriotique ont pour objectif de porter atteinte aux intérêts sud-africains. Personne ne peut demander au Zimbabwe-Rhodésie de protéger ainsi [nos] intérêts, compte tenu de ses propres problèmes », a-t-il dit.

Il a cependant conclu : « Avec (1) 1 rand = 5 francs.

La normalisation attendue de la situation dans un proche avenir, nous espérons être déchargés de cette responsabilité ». A plusieurs reprises, le gouvernement sud-africain a prévenu qu'il pourrait intervenir directement dans le conflit rhodésien « si le chaos éclate au Zimbabwe-Rhodésie ». Ce samedi, le Rand Daily Mail, quotidien anglophone de Johannesburg, remarque que depuis plusieurs années déjà les troupes sud-africaines protègent le pont de Beit-Bridge, sur le fleuve Limpopo, à la frontière avec la Rhodésie, et patrouillent le long de la voie ferrée de fer au nord de celui-ci. Il s'agit de l'attitude sud-africaine vis-à-vis de la Rhodésie. Il qualifie la déclaration faite vendredi par le premier ministre d'« ambiguë » et « particulièrement préoccupante ». En 1976, lit-on dans le journal, M. Botha avait dit que les Sud-Africains protégeaient le barrage anglois de Caluque, juste au nord de la frontière namibienne. « En fait, l'armée était en plein cœur de l'Angola, dans les environs de Luanda. Toute intervention au Zimbabwe-Rhodésie entraînera ce que nous craignons le plus en Afrique australe : une intervention communiste sur une large échelle. »

CHRISTIANE CHOMBEAU.

République Centrafricaine

« DÉBOKASSISATION »

Bangui (A.F.P.). — Moins de trois mois après le renversement de l'ancien empereur, la « débokassisation » suit son cours en République Centrafricaine. Une commission nationale a été chargée de l'épuration : des personnes compromises sous l'ancien régime et d'effacer au maximum le souvenir de l'ex-empereur. A la veille de la fête nationale, les rues ont été débarrassées de tout ce qui pouvait évoquer le nom de l'ancien empereur, le général Jean-Bedel Bokassa, devenu avenue des Martyrs, le lycée Jean-Bedel Bokassa, la rue des Martyrs, et l'avenue du Président-Ili-Amin-Dada prend le nom d'avenue du 19-Janvier-1979 (date du premier massacre d'entraîneurs).

Certaines artères retrouvent leur appellation d'origine, telles l'avenue du 1^{er} janvier-1966 (date du renversement du président Dacko par M. Bokassa), qui redevient avenue David-Dacko, ou l'avenue de l'Impératrice-Cathérine, qui redevient avenue de France.

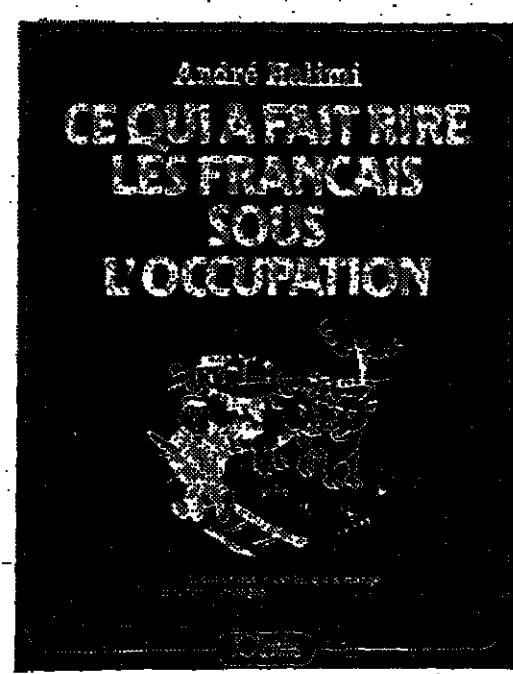
Jusqu'à présent, vingt-huit personnes ont été incriminées pour « crime de sang », dont Mme Catherine Ghagala, sœur de Bokassa-1^{er}, ainsi que certains militaires impliqués dans les massacres d'enfants. Le ministre de la Justice, M. François Guérin, a indiqué que quinze personnes étaient en détention provisoire pour les mêmes raisons.

M. Robert Galley, ministre de la coopération, quitte Bangui samedi 1^{er} décembre pour le Gabon, première étape d'un voyage de seize jours qui le mènera ensuite en République Centrafricaine et au Zaïre. A Bangui, où il séjournera du 4 au 10 décembre, M. Galley examinera les mesures d'urgence nécessaires à la reprise rapide des activités économiques.

En ce temps-là on manquait de tout sauf... d'humour

CE QUI A FAIT RIRE LES FRANÇAIS SOUS L'OCCUPATION

André Halimi



Un album avec plus de 500 dessins et anecdotes

Jolattès

GALLERY ARTS OF ASIA
78, r. Legendre, 17^e - 027-40-17
Vente exceptionnelle
LOT TAPIS BELOUTCH
(CAF 1.000 - 1.500 F)
en permanence :
TAPIS ORIENT ET CHINOIS
(tous provenances, très divers)
du 20 au 30 NOVEMBRE AU
LUNDI 24 DÉCEMBRE INCLUS
(Toutes ces marchandises sont
vendues avec certificat d'auth.)

Le Monde DE L'ÉDUCATION

Numéro de décembre

LES JEUX DE SOCIÉTÉ

Livres et disques pour enfants

En vente partout : 7 F

Iranien :

Iranien : Les préparatifs militaires, qui permirent, sans doute, grâce à des complicités, parmi le personnel de la mosquée et des habitants de La Mecque, d'introduire des armes et même des masques à gaz et des médicaments. L'erreur majeure des conjurés aurait été de négliger le fait que La Mecque est un chef-lieu de Médine, étant rigoureusement interdites aux non-musulmans, pouvaient facilement être isolées du reste du monde. Les insurgés semblaient toutefois attendre que des complices agissent à

Iranien :

Iranien : Les préparatifs militaires, qui permirent, sans doute, grâce à des complicités, parmi le personnel de la mosquée et des habitants de La Mecque, d'introduire des armes et même des masques à gaz et des médicaments. L'erreur majeure des conjurés aurait été de négliger le fait que La Mecque est un chef-lieu de Médine, étant rigoureusement interdites aux non-musulmans, pouvaient facilement être isolées du reste du monde. Les insurgés semblaient toutefois attendre que des complices agissent à

Iranien :

Iranien : Les préparatifs militaires, qui permirent, sans doute, grâce à des complicités, parmi le personnel de la mosquée et des habitants de La Mecque, d'introduire des armes et même des masques à gaz et des médicaments. L'erreur majeure des conjurés aurait été de négliger le fait que La Mecque est un chef-lieu de Médine, étant rigoureusement interdites aux non-musulmans, pouvaient facilement être isolées du reste du monde. Les insurgés semblaient toutefois attendre que des complices agissent à

Iranien :

Iranien : Les préparatifs militaires, qui permirent, sans doute, grâce à des complicités, parmi le personnel de la mosquée et des habitants de La Mecque, d'introduire des armes et même des masques à gaz et des médicaments. L'erreur majeure des conjurés aurait été de négliger le fait que La Mecque est un chef-lieu de Médine, étant rigoureusement interdites aux non-musulmans, pouvaient facilement être isolées du reste du monde. Les insurgés semblaient toutefois attendre que des complices agissent à

Le droit à l'information

عَكَزًا مِنَ الْأَصْلِ

La faillite de la Rôtisserie de la Reine Pédauque devant le tribunal de Paris

Il n'y a pas d'affaire de Broglie...

Il y a presque trois ans, le 24 décembre 1976, Jean de Broglie était assassiné. Cinq jours plus tard, le 29 décembre, le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Michel Poniatowski, annonçait à la presse que non seulement « le coup de filet est complet », mais que le mobile du crime était connu : un prêt de 4 millions de francs consenti par le député de l'Eure à M. Patrick Allonet, dit de Ribemont, pour le rachat du restaurant de la Rôtisserie de la Reine Pédauque, 6, rue de la Pépinière à Paris (8^e). Cette hypothèse a, depuis, été abandonnée, du moins comme mobile principal. Ce prêt n'est plus aujourd'hui que l'un des éléments du dossier de la société anonyme de restauration, dont la liquidation des biens avait été prononcée le 7 mars 1977 par le tribunal de commerce de Paris. Le passif

était alors estimé à 4 279 000 F pour 715 000 F d'actif. Cette affaire a été examinée, vendredi 30 novembre, par la onzième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, mais uniquement sur le plan financier. « Car le tribunal, a indiqué le président, M. Louis Condre, n'a aucune autre motivation. Elle n'en a pas moins révélé quelques aspects intéressants sur la gestion de la société qui pratiquait les deux principaux inculpés, MM. Pierre de Varga et Patrick Allonet de Ribemont, tous deux poursuivis pour complicité dans le meurtre de Jean de Broglie, et inculpés en l'espèce pour non dépôt de bilan, comptabilité irrégulière, usage de moyens financiers ruineux, détournement d'actifs et abus de biens sociaux.

M. Pierre de Varga, soixante-neuf ans, conseil juridique et artiste peintre, toujours incarcéré, était secrétaire général de la Rôtisserie de la Reine Pédauque. M. Patrick Allonet de Ribemont, quarante-deux ans, était le président-directeur général. Il avait succédé, le 2 janvier 1976, à Mme Monique André, les deux autres fondateurs, mais administrateur et pourvoyeur pour les mêmes faits. Quand M. de Ribemont s'insérait à cette entreprise, elle était guère florissante. Mais c'est ce qu'il recherchait. Il veut en effet la remettre sur pied et créer à partir de cette société un groupe commercial. Un programme ambitieux. L'avenir est qu'il n'a pas un sou. Il connaît Jean de Broglie depuis six mois. De Varga aussi le connaît. Le député de l'Eure se laisse donc convaincre et prête 4 millions de francs à M. de Ribemont. Un prêt consenti par le B.N.P. de Bernay (Seine), qui, en garantie, hypothèque certains biens du parlementaire. Mais, cela ne suffit pas. Jean de Broglie contracte une deuxième avance de 2,5 millions de francs, qui viennent s'ajouter à deux contrats antérieurs du même type de 1,5 million de francs. Ce qui fait dire à M. de Ribemont que le

dépôt assassiné « était l'homme le mieux assuré de France ». Pourquoi cet endettement important ? Selon les prévisions, c'était pour faire une place à son fils Victor-François de Broglie, qui sortait de l'université Harvard, aux Etats-Unis (ce dernier sera effectivement employé dans la société jusqu'en juillet 1978). L'affaire est conclue en décembre 1975 par une convention passée entre Jean de Broglie et M. de Ribemont au moyen de trois lettres. Les trois fameuses lettres qui permettront à M. Poniatowski de prétendre que le mystère est élucidé, car d'après ces missives, M. de Ribemont n'aurait été redevable, en cas de mort de Jean de Broglie, que de 1 500 000 francs (M. de Ribemont a d'ailleurs été condamné le 14 mars dernier par la première chambre civile du tribunal de Paris à verser aux héritiers de Jean de Broglie 1 409 211 francs plus les intérêts légaux à compter du 26 octobre 1977, jour de l'assassinat). Mais, dès septembre 1975, la société était en état de cessation de paiements et que le bilan aurait dû être déposé au cours de l'été 1976. Emissions et fausses imputations dans la comptabilité audilatoire, détournement d'actifs, abus de biens sociaux, tels sont les autres faits reprochés aux prévenus, qui justifient tant bien que mal une gestion qui se voulait ambitieuse. Réquisitoire et plaidoiries mercredi 5 décembre.

MICHEL BOLE-RICHARD.

La valse des millions

La transmission de la totalité des actions effectuée dans le 2 janvier 1978. Celles-ci seront payées 1 987 372,38 francs, et le compte courant racheté 532 000 francs. Reste alors 1,5 million. M. de Varga prend 100 000 francs, M. de Ribemont 100 000 francs également, et Jean de Broglie 900 000. On donne 50 000 francs à un ami, etc. La valse des millions commence. Quant aux actions, Jean de Broglie ne rentra jamais véritablement en leur possession. Une autre convention a en effet été passée entre M. de Ribemont et M. de Varga, ce dernier agissant au nom de sa fille Catherine, convention aux termes de laquelle la moitié des actions lui sont rétrocédées à condition bien sûr de rembourser, lui aussi, 2 des 4 millions du prêt. M. de Ribemont affirme aujourd'hui que « c'était simplement une opération », et M. de Varga qu'il s'agissait juste d'une occasion à saisir des actions. Mais Jean de Broglie n'en a jamais été informé. Comment s'y retrouver dans cet embrouillaillement juridique ? Une chose est sûre pour M. Jean-Pierre Monestès, procureur de la République : M. de Varga était le dirigeant de fait de la Rôtisserie de la Reine Pédauque. Il avait d'ailleurs une procuration sur le compte personnel de son ami de Ribemont. Il avait également des pouvoirs d'administrateur. C'est lui, enfin, qui transfèrera les actions dans le coffre de la banque Demachy, aujourd'hui partie civile, trans-

Liquidation des biens confirmée pour le Palais de la Méditerranée.

Dans une ordonnance rendue le vendredi 30 novembre, le tribunal de commerce de Nice, présidé par M. François Desautels, a confirmé la liquidation des biens de la société du Palais de la Méditerranée, qu'il avait prononcée de 23 février 1979 ; cette décision avait fait l'objet de vives oppositions formées par deux ex-associés et l'ancien président-directeur général du casino nicois, Mme René Le Roux. Les demandeurs souhaitaient obtenir des rétrocessions du tribunal et le retour à la situation antérieure de mise en règlement judiciaire du 14 avril 1978, réservant une possibilité de concordat. Dans ses conclusions, le tribunal constate qu'« aucune proposition assortie d'un engagement ferme et d'une garantie sérieuse n'a été faite à ce jour au syndic alors que la procédure est ouverte depuis dix-huit mois, dans un délai suffisant pour dépasser le stade de simples pourparlers ». Ce jugement entraîne la dissolution automatique de la société du Palais de la Méditerranée et la vente aux enchères de ses biens. Toute solution à l'amiable qui permettrait le règlement au moins partiel du passif — estimé

FAITS ET JUGEMENTS

à 38 millions de francs — n'est pourtant pas encore définitivement écartée. Plusieurs investisseurs étrangers se sont en effet récemment intéressés à la reprise du casino nicois. — (Corresp. rég.)

Un « grand blond » avait loué la maison où M. Lelièvre a été séquestré.

M. Henri Lelièvre, le milliardaire sarthois enlevé en juin dernier par Jacques Mesrine, a formellement reconnu le lieu de sa séquestration, vendredi après-midi 30 novembre. C'est dans une maison du Breuil, commune de Villefrancœur (Loir-et-Cher), située dans un hameau en bordure de la route nationale 157, qu'il relia Blois à Vendôme, que M. Lelièvre a été séquestré du 23 juin au 28 juillet, avant d'être relâché, moyennant une rançon de 6 millions de francs. Une maison modeste, sans chauffage, meublée de lits-cages et de quelques étagères. Après quatre mois de recherches dans l'ensemble du départe-

tement de Loir-et-Cher, c'est finalement grâce à une description de la maison, publiée le 24 novembre dans la Nouvelle République du Centre-Ouest et le République du Centre, que les enquêteurs ont pu retrouver celle-ci. Un habitant du Breuil, M. André Drevet, a cru à la lecture du journal reconnaître la maison. M. Drevet louait sa maison du Breuil depuis deux ans, et les ravisseurs de M. Lelièvre en avaient eu connaissance par un dépliant diffusé par l'office de tourisme de Blois. Un « grand blond » avait alors pris contact avec M. Drevet et loué la maison pour les mois de juin et de juillet. Il avait payé d'avance et en liquide le montant du loyer, soit 500 francs par mois, prétextant qu'il cherchait une maison tranquille pour un frère convalescent.

Les habitants du village et le propriétaire de la maison ont peu vu les locataires. Quand ceux-ci ont quitté les lieux, fin juillet, en laissant la clef dans un trou du mur, M. Drevet a justifié qu'ils étaient partis un peu précipitamment. Il a perdu le souvenir de son locataire. Pour lui, c'était un monsieur malade pensant se reposer. Il se rappelle simplement avoir vu dans la cour « une femme au visage émacié » et « un homme assez fort et de taille moyenne », probablement Mesrine lui-même. — (Corresp.)

LA SAGESSE, ET APRÈS ?

Des procédures disciplinaires engagées contre deux magistrats, l'une vient vraisemblablement d'être terminée par la commission de discipline du parquet à propos de M. Jean-Pierre Michel à qui il était reproché d'avoir participé à une émission de Radio-Riposte.

Il n'est pas abusif de dire, dès aujourd'hui, avant même que ne soit connue la décision du ministre, que cet avis, tant qu'un refus, sinon un désaveu, de la rigoureuse demande de mutation d'office formée par le représentant du ministre. Le garde des sceaux aubait ici les conséquences d'un acte de promptitude à réprimer jusqu'aux bœufs de la liberté.

Mais l'avis de la commission de discipline du parquet est aussi porteur d'inquiétude, que déjà l'on entend se manifester. La situation de M. Philippe Llorca, juge des enfants à Verdun, reste en effet, pendant jusqu'au 11 janvier prochain, date à laquelle il comparaitra devant le Conseil supérieur de la magistrature, réuni en formation disciplinaire, sous la présidence, de qualité, de M. Pierre Bellet, premier président de la Cour de cassation.

Le reproche fait à M. Llorca d'avoir hébergé un jeune toxicomane paraît plus grave que ce qui a été imputé à M. Jean-Pierre Michel. N'en est pas moins, s'il était établi que M. Llorca, juge des enfants, avait soigneusement hébergé un tel toxicomane.

Le risque existe donc qu'à la sagesse de la commission de discipline du parquet, appelée à juger l'ancien secrétaire général du Syndicat de la magistrature, qui fut un sérieux candidat socialiste aux élections législatives de 1978, succède, par une juste « compensation », une sévérité qui s'abattra sur un jeune magistrat, avant tout coupable d'avoir eu trop de foi dans la générosité dont il a voulu faire preuve pour remplir ses fonctions de juge des enfants. La réponse n'appartient qu'au Conseil supérieur de la magistrature, qui ne saurait se satisfaire de condamner l'ardeur.

PHILIPPE BOUCHER.

Le secrétaire national du M.R.G. demande l'arrêt immédiat de la procédure judiciaire engagée contre M. Dominique Vastel, membre du bureau national du M.R.G., qui vient d'être entendu par le S.R.P.J. de Versailles en tant qu'animateur d'une radio libre. Il condamne, dans un communiqué, « la politique répressive du pouvoir qui vise en l'occurrence à porter gravement atteinte à la liberté d'expression et d'action des élus et des militants politiques ».

La commission de discipline du parquet demande un blâme pour M. Jean-Pierre Michel

Le magistrat est accusé d'avoir participé à une émission de Radio-Riposte

La commission de discipline du parquet (1), présidée par M. Robert Schmeckel, procureur général près la Cour de cassation, s'est réunie, vendredi 30 novembre, pour examiner le cas de M. Jean-Pierre Michel, magistrat à la Chancellerie, accusé d'avoir participé à une émission de Radio-Riposte. Elle a demandé que ce magistrat soit sanctionné par un blâme avec inscription au dossier.

Selon la Chancellerie, M. Jean-Pierre Michel, magistrat à l'administration centrale du ministère de la justice, membre du comité directeur du parti socialiste, avait gravement manqué aux devoirs de son état en laissant diffuser sa voix sur les ondes de Radio-Riposte, la radio pirate du parti socialiste, le 28 juin dernier. M. Robert Schmeckel, directeur des affaires criminelles et des grâces, avait, affirmé-il, reconnu la voix de M. Michel, qui disait tout ignorer de cette diffusion. Des poursuites disciplinaires avaient été immédiatement engagées (le Monde du 25 juillet).

« Vous devez le condamner »

M. Yves Rocca, directeur des services judiciaires qui représentait le ministre de la justice devant la commission de discipline du parquet examinant vendredi 30 novembre le cas de M. Michel, avait demandé contre ce magistrat « en même temps mutation d'office ». « M. Michel n'a plus la confiance de ses chefs », avait ajouté M. Rocca. Vous devez le condamner. Votre condamnation contribue à la crédibilité de la justice.

M. Yves Rocca, directeur des services judiciaires qui représentait le ministre de la justice devant la commission de discipline du parquet examinant vendredi 30 novembre le cas de M. Michel, avait demandé contre ce magistrat « en même temps mutation d'office ».

MENSUEL HOMOSEXUEL D'INFORMATION

en vente 7 F

dans tous les kiosques, gares et maisons de la presse

exemplaire gratuit

contente ce bon

éditions triangle rose

B.P. 183 - 7523 PARIS CEDEX 11

VOUS CHERCHEZ LE DÉCOR MONTAGNARD ?

A Chamonix en plein centre-ville et face au Mont-Blanc

La Résidence Mummery

Studios, appartements, commerces.

Une réalisation :

FOUILLOUD BUYAT Immobilier

74, cours Lafayette - 69003 Lyon - Tél. : (7) 860.26.51

ou Pierre Immobilier Place de l'Église

Tél. : (50) 53.17.05

Renseignez-vous vite :

Nom _____

Adresse _____

Désire recevoir une documentation sur le programme La Résidence Mummery.

STATION A SAISIR :

"La Rosière 1850"

Une station village toute nouvelle.

Future station internationale en liaison avec l'Italie en 1980.

"Les Balcons de Tarentaise"

Une résidence avec des prix de lancement.

6 900 F/M²

Prix moyen pondéré

Mini studios, grands studios, 2 pièces et 3 pièces.

Une résidence de grand confort avec des plans astucieux des matériaux traditionnels et de qualité, des cuisines équipées.

Renseignez-vous vite :

Nom _____

Adresse _____

Désire recevoir une documentation sur le programme Les Balcons de Tarentaise.

FOUILLOUD BUYAT Immobilier

74, cours Lafayette - 69003 Lyon - Tél. : (7) 860.26.51

ÉDUCATION

Priorité au « redéploiement » des classes pour la rentrée 1980

La circulaire de préparation de la rentrée 1980 dans l'enseignement primaire reprend les dispositions prévues pour la rentrée 1979. Paru au Bulletin officiel de l'éducation du 20 novembre, le texte confirme que les moyens dont disposeront les recteurs pour organiser la prochaine rentrée « seront d'abord constitués par ceux qui seront dégagés lors des opérations de carte scolaire (fermeture de classes). Les moyens nouveaux pourront être dégagés, en février, après examen de vos propositions, dans le cadre de l'enveloppe budgétaire ».

Dans l'ordre des priorités que les recteurs auront à fixer pour l'affectation des moyens, « compte tenu de la diminution prévisible des effectifs liés à la tendance démographique », l'accueil des élèves et « l'allègement progressif » des effectifs des classes de cours élémentaire première année à vingt-cinq élèves restent en tête. Viennent ensuite, avant le remplacement des personnels indisponibles et des directeurs déchargés de classe, la prise en charge des personnels envoyés en formation en vue de l'ouverture de nouveaux groupes d'aide psychopédagogique (GAPP) : psychologues scolaires, éducateurs psycho-pédagogiques et en psychomotricité.

La procédure de redéploiement, qui consiste à ouvrir de nouvelles classes que dans la mesure où l'on en ferme d'autres, se voit réaffirmée, sans atténuation. La « grille Guelchard », qui fixe, depuis 1976, les effectifs d'élèves d'une école au-dessus desquels on « doit » fermer une classe, n'est pas remise en cause, alors même qu'elle n'est plus appliquée dans certains départements et qu'elle suscite de sérieux problèmes dans d'autres. Les inspecteurs d'académie, qu'une circulaire parue au même bulletin officiel rend « plus responsable de leur

LE SNE-SUP CONTRE LES PROJETS DE RÉFORME DU TROISIÈME CYCLE UNIVERSITAIRE

Une quinzaine d'enseignants des universités, répondant à l'appel du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup), ont, samedi 24 novembre 1979, tenu à l'université de Paris-Dauphine, les moyens de défendre et de développer les formations de troisième cycle. Une réunion des universités de Paris-Dauphine, les moyens de défendre et de développer les formations de troisième cycle. Une réunion des universités de Paris-Dauphine, les moyens de défendre et de développer les formations de troisième cycle.

SPORTS

La préparation olympique

Côté cour, côté jardin

Les princes du sport français étaient au rendez-vous vendredi 30 novembre pour l'inauguration des nouvelles installations couvertes de l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP). La modernisation de la salle couverte créée en 1964 relève, en effet, de l'exploit sportif.

Décidée le 2 mai 1979, l'opération a repoussé les autorisations de programme budgétaires le 15 juin suivant et les travaux ont été terminés le 23 novembre. A la place des anciennes pistes et aires en caillou, on trouve désormais une piste cycliste allongée en bois de 165,66 mètres de longueur, un ensemble de pistes et d'aires d'athlétisme en revêtement synthétique, une salle de musculation de 145 mètres carrés, des salles de massage, des bureaux pour les entraîneurs, une salle de réunion, une infirmerie. Bref, un ensemble moderne dont le coût final, 18,8 millions de francs, a à peine dépassé les prévisions budgétaires (+ 6 %).

La satisfaction de tous était donc d'autant plus grande que l'inauguration des nouvelles installations de l'INSEP a été l'occasion de constater que les fédérations sportives ont su adapter leur équipement, qui seront sans doute complétés prochainement par une tribune.

En clair, côté cour, on se congratulait légitimement. Côté jardin, en revanche, tout n'allait pas aussi bien. D'un séminaire que venait de tenir les responsables sportifs au siège du Comité national olympique (C.N.O.S.F.), il ressortait, en effet, que plusieurs fédérations n'ont pas actuellement de plan de préparation et de développement de l'élite adapté aux conditions modernes de la compétition.

ALAIN G'RAUD.

MIEUX PERFORMANCE EN SALLE POUR LE PERCHISTE VIGNERON

Les sauteurs à la perche française ne manquent pas une occasion de se faire remarquer. C'est ainsi que, vendredi 30 novembre, une simple démonstration devait être organisée pour l'inauguration des nouvelles installations du Comité national olympique (C.N.O.S.F.). En fait de démonstration, des juges tout à fait officiels avaient été conviés. Et les Bellot, Honvion, Abada et Vigneron s'élevaient au-dessus des 5 mètres. Il y avait du record dans l'air.

Ce fut Thierry Vigneron qui améliora la meilleure performance française en salle avec un

LES LYCÉENS

III. — Pas de politique...

par SERGE BOLLOCH

La libération de mœurs gagnant peu à peu le milieu lycéen, et la tolérance gagnant l'attitude à l'égard de la drogue (« le Monde » des 30 novembre et 1^{er} décembre).

« Il n'a jamais été difficile de faire défilé des jeunes dans les rues, de leur faire crier des slogans de tout genre : cela n'a jamais non plus été interdit, de résultats positifs... Nous, jeunes lycéens, nous nous battons pour faire passer une seule idée : pour les lycéens le dialogue est possible, le dialogue est payant, le dialogue est plus efficace que la violence et plus enthousiasmant que la répression. » Dans la salle de la Mutualité, trois cents délégués se lèvent et applaudissent Dominique Ambiel, responsable national des jeunes lycéens.

Après avoir écouté le Chant du départ, des caqueteries blanches enfoncées sur la tête, les quarante-huit délégués de la Mutualité se précipitent à reprendre leur train après la deuxième journée nationale du lycéen. « Nous sommes le département le plus représenté », précise un lycéen aux cheveux bouclés ajoutant qu'il est « normal que l'on n'ait pas parlé politique lors de cette journée puisqu'elle était consacrée aux problèmes lycéens ».

Étonnante cette réunion d'un mouvement qui réussit à rassembler un nombre appréciable de lycéens se réclamant de la majorité présidentielle. Les temps changent. A d'autres époques, la salle de la Mutualité servait surtout de lieu de réunion à des organisations d'extrême gauche. Existe-t-il un soudain engouement de la jeunesse pour les idées libérales ? Pas exactement. Mais le mouvement des jeunes lycéens a su s'apercevoir que les problèmes qui préoccupent le plus les lycéens étaient ceux de la vie quotidienne. L'immense majorité des lycéens se désintéresse de la politique politicienne, et est tout mieux », affirme Dominique Ambiel. C'est en partie lui, mais n'est-ce pas à la réflexion d'un milieu familial où, depuis les dernières élections législatives les grands partis traditionnels ne provoquent pas l'enthousiasme.

Solent l'urgence menée à la rentrée 1979 par l'élucidation de la situation des lycéens à l'égard des partis politiques est manifeste. A la question « pensez-vous qu'une organisation ou un mouvement politique existent actuellement », 71 % des lycéens répondent non. Les journaux de vote à l'éventuelle élection présidentielle et en indiquant le vote obligatoire — plus en tête M. Valéry Giscard d'Estaing (21,8 %), nettement avant un candidat de l'opposition, la deuxième position des intentions de vote, on trouve un candidat écologiste (25,6 %).

ensuite M. Mitterrand (17,1 %), puis M. Chirac (9,9 %), M. Marchais (8,7 %), un candidat d'extrême gauche (6,9 %), et enfin un candidat d'extrême droite (1,9 %). Si l'on compare l'ensemble des intentions de vote pour la majorité (39 %) et pour la gauche (32,7 %), on s'aperçoit que l'écart est plus important que chez les adultes (légalistes de 1978, ensemble majorité : 48,4 %, ensemble opposition 47,4 %). On constate surtout que la baisse des voix est plus grande dans l'opposition que dans la majorité. Le parti le plus éloigné de son score réel est le parti communiste qui, entre les 30 % des voix aux élections de 1978 et les 8,7 % des intentions de vote des lycéens, perd 11,8 %. Les grands vainqueurs sont essentiellement les écologistes, qui multiplient leur résultat de 1978 par plus de dix : le mouvement des jeunes lycéens.

Ce jeunes ont découvert la vie politique au moment des dernières élections législatives et ils regardent d'un œil amusé ou triste ce qu'il est devenu. Ils s'aperçoivent que l'avenir d'un lycéen est grand. Vis-à-vis des partis on craint toujours de se faire « récupérer » ou « manœuvrer ». Quant aux personnes venues de l'extérieur de l'établissement, on se méfie avec suspicion. « Ce temps en temps des types de la jeunesse communiste ou des jeunes trotskistes de la Ligue ou de l'Organisation communiste internationaliste viennent distribuer des tracts ou vendre des journaux », dit David, élève du lycée Clément à Paris. Il parle souvent avec eux, il les trouve « sympas mais complètement coupés de la réalité des lycéens et de la réalité des lycéens ».

Dans ce vie idéologique, les mouvements de jeunesse politique ne recrutent pas grand monde. Organisation toujours majoritaire, le Mouvement de la jeunesse communiste de France revendique encore quelques cercles dans les établissements secondaires. Deux lycéens de quatre-vingt-cinq établissements ont participé au dernier congrès de la jeunesse communiste à une rencontre avec des députés communistes (Le Monde daté 12-13 novembre 1979). « Ils font signer des pétitions », dit David, élève du lycée Clément à Paris. Il parle souvent avec eux, il les trouve « sympas mais complètement coupés de la réalité des lycéens et de la réalité des lycéens ».

cardiens à compris ces tendances nouvelles des lycéens. Pour eux, il a créé une structure nouvelle sans carte d'adhésion, qui prétend ne se préoccuper « que des problèmes des lycéens ». Alors, on monte des coups « qui permettent de passer pour un prix modique une soirée avec Santana, Gérard Le-normand, Dave et M. Valéry Giscard d'Estaing, de se retrouver à une quinzaine au niveau départemental pour parler de la vie dans les lycées, de préparer des propositions « constructives » que l'on transmettra au ministre de l'éducation, ou plus simplement de faire la fête et danser. Les jeunes lycéens ne se représentent pas l'ensemble des lycéens. Ils sont au plus quinquante ou cinquante lycéens, mais ils sont le reflet d'une majorité de lycéens qui refusent de s'engager dans des partis ou des organisations trop structurées (1).

La médiane

ressassant toujours les mêmes histoires... « Aujourd'hui, Castro va à New-York et les Vietnamiens se battent au Cambodge, alors il est normal que les jeunes de 1979 ne se mobilisent plus pour des causes qui ont fait lever les générations précédentes », explique un ancien des « comités Vietnam », aujourd'hui père de famille et professeur non syndiqué. Les grands idéaux n'existent plus pour la jeunesse. On ne s'enflamme plus pour défendre un simple opprimé, les libertés individuelles ou soutenir la « juste cause » de quelques minorités. Certains lycéens se sentent plus proches des écologistes ou des mouvements de femmes, mais les lycéens sont pas pour autant indifférents aux problèmes politiques de leur époque. Ils sont nombreux à suivre les débats actuels, mais refusent, comme Anna, lycéenne à Toulouse, de « s'interroger sur le prétendu voyage à droite du parti socialiste ou sur les origines de la scission entre les différents mouvements ».

Les lycéens de 1979 estiment avoir des sujets de préoccupation sans doute plus matériels, mais pour eux bien réels. Ils veulent vivre dans une société que dans l'ensemble ils ne remettent pas en cause. Les lycéens de la crise économique savent qu'ils doivent réussir à l'école pour accéder aux diplômes ouvrant le plus de débouchés possibles. D'où leur exigence d'étudier dans de bonnes condi-

« Pas du tout concerné »

ment le vie changer quelque chose. Il a vu être resté un an dans le mouvement, avoir assisté à quelques réunions de cercle, mais à « dégoûté » au moment de la campagne pour les élections européennes. « Je ne me sentais pas du tout concerné ». Thierry, son camarade de classe, avait été porté « par sa mère » dans le mouvement. « Je ne me sentais pas du tout concerné ». Thierry, son camarade de classe, avait été porté « par sa mère » dans le mouvement. « Je ne me sentais pas du tout concerné ».

SCIENCES

A Genève

La Conférence mondiale des radiocommunications est en voie d'aboutir à des compromis positifs

De notre envoyé spécial

Genève. — Réunie à Genève depuis le 24 septembre, la Conférence administrative mondiale de radiocommunications (C.A.M.R. 79) aura dû se terminer le vendredi 30 novembre. Elle a pris un peu le retard et ses travaux vont continuer jusqu'à lundi soir 3 décembre. Compte tenu des délais d'implication en trois langues (anglais, japonais et français) des quelque deux mille pages du nouveau règlement des radiocommunications, la signature finale des actes devait avoir lieu mercredi 5 décembre. Le règlement des radiocommunications définit l'ensemble des procédures à suivre et des règles à respecter pour que chaque émetteur d'ondes radio-électriques puisse travailler sans brouiller les autres ni être brouillé par eux.

La C.A.M.R. 79 est pour l'essentiel une conférence où les décisions sont dominées par des contraintes techniques. Mais on ne réunit pas les délégués de cent cinquante-dix Etats sans donner une occasion d'affrontement entre pays développés et pays en voie de développement, d'autant que, pour de nombreux pays du tiers-monde, la conférence était la première occasion de faire entendre leur voix dans le domaine des radiocommunications : la dernière conférence mondiale remonta, en effet, à 1959.

L'affrontement Nord-Sud a eu lieu mais n'est pas allé au-delà de quelques jours de tension initiale. Les pays du tiers-monde ont fait reconnaître leur existence et préserver leurs besoins futurs. Les pays développés, gros utilisateurs des ondes, ont su faire les concessions nécessaires et obtenu que les aménagements s'opèrent de manière souple et progressive pour ne pas les gêner. C'est dans ce double sens qu'un accord interviendra sur deux gros thèmes : la répartition des fréquences en ondes décimétriques (ondes courtes de la radio) et celle des positions sur orbite des satellites géostationnaires (1). Pour les ondes décimétriques, l'accord a été approuvé par l'assemblée plénière, mais pour l'orbite géostationnaire, il n'est pas encore fait, et des difficultés de dernière minute ne sont pas exclues. Dans les deux camps, le vent est cependant à l'optimisme, et plusieurs chefs de délégation estiment que, même s'ils n'ont pas obtenu une totale satisfaction, les aspects positifs l'emportent dans les compromis élaborés.

MAURICE ARVONNY.

(1) Orbite circulaire à 36 000 kilomètres d'altitude qui fait que les satellites semblent immobiles au-dessus d'un point du globe.

Le docteur Henri Heim de Balzac, membre correspondant de l'Académie des sciences, est mort le mardi 27 novembre à Paris. Né le 1^{er} janvier 1893, à Paris, Henri Heim de Balzac était aussi membre de l'Académie d'agriculture. Professeur honoraire à la faculté des sciences de Lille et au Conservatoire national des arts et métiers, il a, depuis cinquante ans, consacré toute son activité à la météorologie et à l'ornithologie française.

l'anglais à vos mesures

Vous commencerez par tester votre niveau actuel de connaissances. Puis, nous vous proposerons un stage « sur mesure » (à notre centre ou dans votre entreprise), bien adapté à vos besoins, pour vous permettre d'apprendre l'anglais facilement, agréablement, avec un animateur anglais, sympathique et capable d'initier à la conversation les plus timides ! (Même formule pour l'allemand, l'italien, l'espagnol, etc.).

Remettez-vous vite en nous renvoyant cette annonce.

M. Mme V. Société Adresse Tél. Lingaphone entreprises (à l'attention de M. Paulson, directeur) 22, rue Lenoir (75002 Paris) 01

L'ordinateur individuel dans le n° 12 l'ordinateur dans les lycées

M.J.C. de N... régional... VENTE UN LOT TAPIS ORIENT ET CHINOIS SOLDE 50 %

RADIO-TÉLÉVISION

Toujours la même antenne

(Suite de la première page.)

Cette épreuve, d'abord il la commente en complet-veston, ensuite il y participe en tenue de motard, arborant un dossard où s'inscrit en énormes lettres une marque de jeans. Incroyable mais vrai.

Egolement épinglée un peu partout, la différence entre la règle et la réalité, s'agissant de la publicité de marques. Elle ne doit pas excéder, en moyenne annuelle, dix-huit minutes par heure. Et bien, sur les quarante-sept heures trente d'antenne consacrées par TF1 aux émissions de télévision de la semaine, on compte vingt heures trente. Bon ! d'un côté, c'est tout à fait raisonnable, de l'autre, c'est tout à fait déraisonnable. Si, justement, et vous pouvez en juger vous-même à l'occasion du Tournoi des cinq nations, dont la retransmission sera assurée par la B.B.C. avec infiniment plus de discrétion.

De même, nous-mêmes nous avons refusé, un reportage sur l'Inauguration par son épouse d'un centre pour enfants handicapés et assurément, rare insouciance, qu'on en parlerait à la télé si l'événement présentait piqueté du nez ! Je ne veux pas dire par là que les seules nouvelles dignes d'intérêt soient les mauvaises nouvelles. Je veux dire que, dans le contexte international, elles ne sont pas forcément liées aux activités gouvernementales, parlementaires ou municipales.

Aux dernières rencontres franco-phones de Lausanne, l'on a confronté les journaux télévisés d'un même jour, choisis au hasard. Le hasard malheureux — mais était-ce bien un hasard ? — a voulu que ce soit les dépêches de l'A.M. Glacé d'Esting et de Borne occupent à la stupéfaction navrée de nos amis belges, suisses et canadiens, la plus grande partie des nos bulletins.

Il y a micro et micro. Celui d'une salle de fêtes ou d'un palais des congrès n'a pas le même écho que ceux des studios de la rue Cognac-Jay.

Et puis quel, tant que nos directeurs de l'information seront indirectement normés et renvoyés par l'Elysée, ou mieux (cf. le cas récent de Christian Barnaud) pour ne pas encourir les foudres du pouvoir, inutile de se leurrer, on restera, sur ce plan capital, la lanterne rouge de l'Europe.

CLAUDE SARRAUTE.

PRESSE

En raison d'une grève du Livre

NEUF QUOTIDIENS
DU GROUPE HERSANT
N'ONT PU PARAÎTRE SAMEDI

Vendredi 30 novembre, à 12 h 30, la Fédération française des travailleurs du Livre C.F.T.T. lançait un appel à un arrêt de travail immédiat de vingt-quatre heures dans l'ensemble des quotidiens du groupe Hersant.

Evénement l'importance de la direction de Centre-Press, édité à Paris — où existe un conflit au sujet des claviers, — la F.F.T.L.-C.G.T. déclarait avoir demandé à rencontrer M. Hersant à Paris.

« Elle s'est vu opposer un refus, et une délégation qui s'est présentée ce jour à la direction du groupe a trouvé toutes les portes closes », précise le communiqué, avant d'appeler à l'ensemble des travailleurs du groupe Hersant à manifester leur mécontentement en observant un arrêt de travail de vingt-quatre heures.

Cet ordre a été entendu et suivi — empêchant la parution des titres samedi matin — au Berry républicain (Bourges), au Havre-Presse et au Havre Libre, à l'Éclair (Nantes), à la Liberté du Morbihan (Lorient), à la Nouvelle République des Pyrénées (Pau), à Centre-Press (édition de Rouen), à Nord-Matin et Nord-Eclair (Roubaix), Paris-Midi (Rouen).

L'arrêt de travail à Nantes et à Roubaix a entraîné, en outre, la non-parution des exemplaires de France-Sud, le Figaro et l'Aurore, transmis par fax-différé et destinés à ces régions.

En revanche, à Paris, ces trois titres ont paru normalement.

« Au « Courrier picard », M. Pierre Rouanet, chef du service politique depuis septembre 1978, vient d'être nommé rédacteur en chef. Il succède à M. Georges-Louis Collet, qui prend sa retraite.

M. Pierre Rouanet a notamment collaboré au Nouvel Observateur, au Berry républicain et, actuellement, à Radio-Montecarlo. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et ancien lauréat des prix Anjou d'humour et littéraire.

Samedi 1^{er} décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 18 h 40 Magazine auto-moto.
- 19 h 10 Six minutes pour vous défendre. La loi sur l'interdiction volontaire de grossesse. Avec M. J. Barrot, ministre de la santé.
- 19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Variétés : Escalade à Toulouse. Emile et les Zingis, le groupe Folk. P. Dague, M. Meppia, P. Ferrat, R. Sarr, B. Sarr, le Chœur du Lauragais et l'ensemble vocal de Toulouse (dir. M. Pissone), ainsi que le Grand Orchestre de la Capitale.
- 21 h 35 Série : Colombo. De J. Frawley : le Mystère de la chambre forte.

20 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès. Un film inédit consacré par les réalisateurs de Florence Chereau est adressé à Clément. Météo : les journalistes ont de plus en plus de pouvoir de transmission de son rôle en chef.

21 h 35 Variétés : Collarshow.

Le film de P. Girard, avec J.-P. Camal. Dans l'histoire de l'occupation, un maestro très connu cherche refuge dans un manoir où se trouve caché un petit manoir qui se fait passer pour une grande vedette du cinéma.

22 h 15 Journal.

22 h 35 Contes et légendes.

La merveilleuse histoire de Peter Schlemihl.

FRANCE-CULTURE

- 19 h 30, Inde, musique populaire du Rajasthan.
- 19 h 45, L'été sur l'écran, de M. Grimaud.
- 20 h 30, L'été sur l'écran, de M. Grimaud.
- 20 h 45, L'été sur l'écran, de M. Grimaud.
- 21 h 30, L'été sur l'écran, de M. Grimaud.

FRANCE-MUSIQUE

- 18 h 30, Concert de l'Orchestre national : « Concerto pour piano et orchestre » (R. Schumann), dir. Schuller.
- 19 h 45, Philharmonie.
- 20 h 30, Philharmonie.
- 21 h 30, Philharmonie.

22 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

21 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

22 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

21 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

22 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

21 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

22 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

21 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

22 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

21 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

22 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

21 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

22 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

21 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

22 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

21 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

22 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

21 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

22 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

21 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

22 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

21 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

22 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

21 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

22 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

21 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

22 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

21 h 35 Faut-il le Journal.

De P. Lachère, d'après J.-P. Petrosacc, avec P. Lachère, A. Guay, B. Agnès.

Avec un magnétoscope Akai

Recevez votre magnétoscope Akai en enregistrant sur votre magnétoscope Akai tous les grands films classiques programmes à la télévision.

22 h 55 Télé-foot 1.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 20 h Journal.

22 h 55 Télé-foot 1.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 20 h Journal.

22 h 55 Télé-foot 1.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 20 h Journal.

22 h 55 Télé-foot 1.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 20 h Journal.

22 h 55 Télé-foot 1.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 20 h Journal.

22 h 55 Télé-foot 1.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 20 h Journal.

22 h 55 Télé-foot 1.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 20 h Journal.

22 h 55 Télé-foot 1.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 20 h Journal.

22 h 55 Télé-foot 1.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 20 h Journal.

22 h 55 Télé-foot 1.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 20 h Journal.

22 h 55 Télé-foot 1.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 20 h Journal.

22 h 55 Télé-foot 1.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 20 h Journal.

22 h 55 Télé-foot 1.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 20 h Journal.

22 h 55 Télé-foot 1.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 20 h Journal.

22 h 55 Télé-foot 1.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 20 h Journal.

JOUEZ AVEC TONTON COLLARO

Le jeu "Tonton Collaro" est sorti... Demandez-le à votre marchand de journaux!

LE DISQUE DE NOËL

ROCKY & VANDELLA
"Des que t'as dit disco t'as tout dit"
45 t AZ sg 715

22 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.

22 h 20 Journal.

22 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.

22 h 20 Journal.

22 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.

22 h 20 Journal.

22 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.

22 h 20 Journal.

22 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.

22 h 20 Journal.

22 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.

22 h 20 Journal.

22 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.

22 h 20 Journal.

22 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.

22 h 20 Journal.

22 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.

22 h 20 Journal.

SOCIAL

(De notre correspondant régional.)

...and the

هكذا من الأصل

INDUSTRIE

Pour une surgénération de notre économie

II. — Les conditions à remplir

par FRANÇOIS DALLE (*)

La surgénération de l'économie française est en cours : utilisation de technologies nouvelles, pari nucléaire en voie d'être gagné, emploi des savoir-faire étrangers, acceptation des impératifs de la productivité... (Le Monde, 1^{er} décembre). Il est évident que, si l'adhésion des responsables à de nouveaux principes d'action se généralise à tous les domaines de la vie sociale, il en résulterait une prolifération d'initiatives, dont on peut espérer qu'elle contribuerait efficacement à la surgénération de notre économie.

Ce processus de transformation ne serait sans doute pas spectaculaire, mais les grandes innovations, celles qui défont les chroniques sont rares ; le progrès résulte plutôt d'une succession d'initiatives accumulées, dont chacune peut paraître en soi mineure. On en trouve d'ailleurs une confirmation dans les ré-

flexions que mène actuellement, sur les conditions de notre redéploiement, un groupe d'industriels réuni à l'Institut de l'entreprise. Ses conclusions seront publiées dans quelques mois. Elles comportent un catalogue d'initiatives concrètes qui seront proposées, soit aux entreprises elles-mêmes, soit aux pouvoirs publics, dans les différents domaines du financement des entreprises, du commerce international, des transferts technologiques, de l'enseignement, du développement régional, de la communication d'initiatives marquant, etc.

Toutefois, il apparaît dès maintenant que bien peu de ces mesures pourraient s'insérer dans un dispositif législatif. Cela pour une raison simple : la loi, qui est le cadre de l'action publique, ne peut pas être le cadre de l'action privée. Or, c'est précisément dans ce domaine que se situe la surgénération de notre économie.

Pour un entrepreneur de la surgénération régionale

Au fond, l'appareil étatique paraît bien avoir développé jusqu'à l'extrême-tout les travers de la grande entreprise massifiée. L'image qui vient à l'esprit est celle de Werner Heisenberg : « Un bateau dans la mer est si lourd qu'il fait que le compas ne peut plus indiquer le nord, mais seulement le bateau ».

Et l'on peut toujours supposer que « services fonctionnels » qui sont censés donner le cap : l'alignement du compas ne bougera pas. C'est un problème élémentaire d'orientation, qui ne peut se résoudre que par le développement des structures et la décentralisation des décisions. Ceux-ci n'impliquent évidemment pas la suppression des services fonctionnels, mais impliquent un réajustement des pouvoirs avec ceux des « opérations », qui sont en contact permanent avec les réalités de la vie.

« Décider », en dernier ressort, c'est choisir entre des logiques indubitablement différentes, n'est-ce pas le rôle essentiel de l'entrepreneur ?

Dès lors, pourquoi pas dans chaque département, un entre-

preneur de l'Etat, investi des responsabilités et des moyens de l'Etat, au sens plein, à la surgénération économique de sa région ? Ce pourrait être aussi bien un dirigeant d'entreprise, un responsable professionnel ou un professionnel de la région, dès lors que celui-ci serait unanimement réputé pour sa connaissance particulière fine des réalités économiques et humaines locales, pour son autorité morale et son rayonnement auprès des divers partenaires sociaux, ainsi que pour son aptitude à la négociation.

Il est clair que la géographie des milieux favorables devrait être l'un des grands piliers de la formation, et il ne devrait pas être permis à un jeune diplômé d'ignorer en quel consiste l'exemple d'un milieu favorable. Il ne s'agit pas de déplorer justement qu'il soit sous-développé dans ce pays. Quels sont les processus industriels qu'il faut choisir et la compétitivité des produits industriels ou agricoles de nos régions ? Quelles sont les zones dans lesquelles les industries sont installées, et celles dans lesquelles elles ne le sont pas ? Quel est le régime de nos échanges commerciaux avec l'étranger ?

De mieux surveiller les équilibres fondamentaux de la région, entre prix et salaires, entre emplois secondaires et tertiaires, entre les implantations industrielles et l'infrastructure, etc.

D'inciter nos institutions financières nationales à une décentralisation effective.

De faire mieux sortir de l'anonymat ces nouveaux entrepreneurs qu'appelle notre surgénération économique. Ceux-ci sont certainement plus nombreux qu'on ne le croit à entendre qu'on les distingue, qu'on s'intéresse aux projets dont ils sont porteurs, qu'on les jugeant de son sur dossier.

Exploiter en grand nos « humus » régionaux

Il est indéniable que le développement des capacités compétitives de notre économie exige l'amélioration de l'information de nos entreprises industrielles et agricoles sur la structure et l'évolution prévisible du commerce international.

Indéniable est aussi l'intérêt des « banques de données », que l'Etat, ou des organismes privés, cherchent à constituer pour satisfaire ces besoins. Il serait grave, si ces initiatives étaient considérées comme suffisantes, au prétexte qu'elles sont nécessaires. L'essence du commerce est en effet l'échange, c'est-à-dire, pour commencer, l'échange d'informations, sans lequel on ne sait d'ailleurs bien qu'il y a de véritable communication. Pour commencer, il ne faut donc pas d'être informé ; il faut aussi savoir informer, et c'est, sans doute, dans ce sens que se révèlent nos carences les plus graves.

Alors, est-il besoin de recourir aux ordinateurs artificiels de la « télématique » pour se convaincre que le marché international du vin peut être considéré, selon les canons de la planification stratégique, comme un « marché porteur » ? Ne doit-on pas s'interroger plutôt sur les raisons pour lesquelles, mis à part nos grands crus et nos châteaux, les excellents produits de nos terroirs s'imposent moins bien sur les marchés américains ou japonais que les vins italiens, espagnols, californiens, voire allemands ? Il s'agit de poser le problème.

Pour une révolution de l'enseignement de l'économie

Élargissant de notre vocation maritime, on ne peut s'empêcher de penser que nous n'avons pas tiré parti des traditions handcraftsmen accumulées parmi les habitants de nos grands ports. C'est parmi eux que l'on trouvait autrefois la plus grande densité de voyageurs, au sens où l'on entendait jadis ce terme, c'est-à-dire d'hommes ayant une connaissance intime de pays parfois lointains, ayant la pratique courante de plusieurs langues et celle

Ces nouveaux entrepreneurs devront donc être des hommes capables d'appréhender différentes disciplines et d'arbitrer entre les points de vue spécialisés, pour assurer la cohérence d'ensemble des cellules dont ils auront la charge.

Ils devront également être capables de résoudre les inévitables conflits inhérents à la vie de toute organisation sociale. Ils auront, de ce fait, non seulement des responsabilités techniques, mais des responsabilités sociales accrues. Selon l'iconographie, le sens et le goût de telles responsabilités sont le fait d'un petit nombre d'hommes. Ce qui fait dire parfois que l'on naît entrepreneur. Mais l'expérience prouve que l'on devient aussi entrepreneur : des hommes que rien dans leur caractère ne semble prédestiner à ce qu'il est convenu d'appeler le commandement sont amenés à exercer cet art difficile. Tout simplement parce que ceux qui les entourent exigent d'eux. Encore faut-il qu'ils puissent trouver à l'extérieur de l'entreprise, avant ou dans le cours de leur vie professionnelle, le secours de formateurs lucides, bienveillants mais exigeants, c'est-à-dire d'hommes désintéressés et capables de les aider à forger leur caractère.

Un consensus sur la surgénération est-il possible ? On dit de la France qu'elle n'est pas une « société de consensus », mais on dit aussi des Français qu'ils ont la « vertu des temps difficiles ». L'actualité paraît confirmer ces deux idées reçues, pour peu que l'on s'efforce de discerner, au-delà des professions de foi discordantes des leaders d'opinion, comment les Français réagissent dans leurs pratiques quotidiennes, à l'ambivalence de crise dans laquelle ils vivent.

Consensus dans les profondeurs de la conscience sociale, chancelant sur la surface. Un consensus sincère et profondément dans la volonté des hommes et des femmes de ce pays de refuser la pénurie et tout ce qui pourrait entraver l'acquisition de la croissance. En revanche, les discours de tous les responsables sociaux restent marqués par de réelles divergences d'opinion sur la nature et les modalités des efforts à consentir pour maîtriser la crise.

Il est clair qu'il faut de la volonté pour mener à bien ces efforts. Quelles sont ces pressions ? Les pressions morales et religieuses, de nos croyances, je suis enclin à me projeter tout entier, avec mon propre système de valeurs, dans l'effort qui doit faire tout responsable pour comprendre la problématique contemporaine.

Ainsi, lorsque les études des « laboratoires » d'observation sociale me révèlent un refus massif de la pénurie par les femmes et les hommes de ce pays, je ne prétends évidemment pas en induire que la conscience sociale française se ramène purement et simplement à un appétit de jouissance matérielle. Je perçois plutôt un refus comme une résultante des pressions diverses qui, aujourd'hui, perturbent notre pays.

Quelles sont ces pressions ? Les pressions morales et religieuses, de nos croyances, je suis enclin à me projeter tout entier, avec mon propre système de valeurs, dans l'effort qui doit faire tout responsable pour comprendre la problématique contemporaine.

La F.F.A. se prononce pour un développement de l'agro-alimentaire, mais craint que la nouvelle stratégie du gouvernement consistant à conforter les multinationales et à concentrer les entreprises de transformation et agricoles, ce qui serait « incompatible avec le discours politique actuel qui promet de conserver

Le Centre national des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.), qui a pris acte de ces orientations décidées à la conférence annuelle agricole, réclame la « convocation rapide d'associations nationales professionnelles de l'élevage », afin de définir de manière très précise les « conditions d'expansion de ce secteur » ainsi qu'un « programme financier très efficace pour rattraper la situation passée et préparer l'avenir », dans le cadre du plan pluriannuel de développement de l'élevage bovin, annoncé lors de la conférence annuelle.

Les délégués paysans seront accueillis par les militants C.G.T. dans plusieurs grandes entreprises et des lieux publics (gares, marchés, etc.) de la région parisienne. Ils demanderont un entretien aux députés afin d'expliquer leur opposition à la future loi d'orientation agricole, qui veut, selon le MODER, « mettre l'agriculture sous la coupe de l'agro-alimentaire ». « Salariés et paysans subissent tous actuellement les méfaits de la politique d'orientation », précise le MODER et la C.G.T. dans un communiqué commun. « Ce n'est pas la nouvelle loi d'orientation, dont l'objectif essentiel est la liquidation de 600.000 exploitations agricoles d'ici à 1985, qui pourrait améliorer la situation de l'emploi. »

AGRICULTURE

Au cours de son congrès annuel

LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE L'AGRICULTURE CRITIQUE VIVEMENT LA F.N.S.E.A.

A l'occasion de son neuvième congrès qui s'est tenu à Paris les 27 et 28 novembre, la Fédération française de l'agriculture (F.F.A.) a vivement critiqué la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.). Présençant le rapport du président de la F.F.A., M. Esnasse, s'est livré à une véritable réquisitoire contre la principale organisation syndicale paysanne affiliée d'origine de la F.N.S.E.A. La F.F.A. a-t-elle dit, « enregistré les effets de nos actions, mesure le danger, change de ton, se rend, puis revient par l'histoire sur ses déclarations, mais dans ses déclarations seulement... ».

LE MODER ET LA C.G.T. ORGANISENT UNE JOURNÉE D'ACTION EN COMMUN

Le MODER (Mouvement de défense des exploitants familiaux) organise avec l'union régionale C.G.T. de l'Île-de-France une journée d'action, qui réunira à Paris le 8 décembre, des délégués de paysans venus de toutes les régions afin de faire connaître leurs difficultés aux salariés.

RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES ROUTES

AVIS

Appel d'offres international pour l'exécution de travaux routiers

Le Département Fédéral des Routes, organe du Ministère des Transports de la République Fédérative du Brésil, communique aux intéressés qu'il va réaliser un appel d'offres internationaux pour l'exécution de travaux routiers. Le gouvernement brésilien sollicite un prêt de la Banque Mondiale qui servira à financer partiellement les travaux. Les intéressés devront présenter leur proposition pour la construction d'environ 1.000 km de routes revêtues, divisées en 13 lots situés entre Curitiba et Porto-Valho dans le Nord-Ouest du Brésil. Les travaux comprennent l'excavation de quelques mètres cubes de terrassement, des ouvrages d'art, du drainage et de la chaussée. Le délai de construction sera de trois ans et les contrats seront établis sur la base des prix unitaires. Les soumissionnaires devront être originaires de pays membres de la Banque Mondiale ou de la Suisse. Les éléments en vue de la constitution des dossiers de préqualification sont disponibles à partir du 15 novembre 1979. La date pour la remise des prix sera annoncée après les résultats de la préqualification, qui seront connus en février-mars 1980. Les éventuels soumissionnaires devront prendre contact avec le « Grupo Executivo de Condições » du Département Fédéral des Routes (D.F.R.E.). Avenida Presidente Vargas, 334 (4^e Andar) 20071 Rio-de-Janeiro (RJ) - BRÉSIL.

GRAPHOLOGUE

Vous aurez bien plus de succès... devenez GRAPHOLOGUE. Apprenez quelque chose que les autres ignorent. Acquérez une science qui fera des jaloux. Informations gratuites sur notre formation par correspondance avec diplôme de fin d'études par M.S.I. Ecole Suisse de Graphologie c.p.p.3 Wintermatten CH-3027 Berne

ÉTRANGER

Pour lutter contre l'inflation

LA SUISSE SUPPRIME L'INTÉRÊT NÉGATIF PRÉLEVÉ SUR LES DÉPÔTS ÉTRANGERS

(De notre correspondant.)

Berne. — Conséquence de l'évaluation monétaire, la Banque nationale suisse a décidé, vendredi 30 novembre, de lever, à partir du 1^{er} décembre, l'intérêt négatif frappant l'accroissement des dépôts étrangers en Suisse. Cette mesure avait été prise, en 1974, afin de lutter contre l'afflux de capitaux étrangers. Fais à 2 % par trimestre à l'origine, l'intérêt négatif avait ensuite été progressivement porté à 10 %, avant d'être ramené à 2,5 % le 1^{er} novembre.

Son introduction avait revêtu surtout une valeur psychologique. Dans la pratique, en effet, divers moyens permettaient de contourner cette disposition. On estime que les montants perçus au titre de l'intérêt négatif n'ont guère dépassé plus de 50 millions de francs suisses. Aujourd'hui, la Banque nationale souhaite attirer davantage de capitaux étrangers en Suisse et ramener le cours du franc helvétique.

En même temps, les responsables de l'Institut d'émission cherchent à contraindre les tendances inflationnistes. Alors qu'en 1978 le taux d'inflation avait encore été inférieur à 1 %, la hausse des prix pourrait s'élever cette année à près de 5 %, ce qui est considéré en Suisse comme un signal d'alarme. « Notre objectif », a déclaré M. Fritz Leutwiler, directeur de la Banque nationale, est de stabiliser le cours réel du franc à moyen terme à un niveau compatible avec la stabilité des prix ».

Les responsables de l'Institut d'émission ont toutefois tenu à préciser que les intérêts négatifs n'étaient pas définitivement supprimés et que, le cas échéant, ils pourraient être réintroduits dans les plus brefs délais.

JEAN-CLAUDE HERRER.

● Crédit français de 1 milliard de francs au Portugal. Un protocole financier portant sur l'octroi par la France d'un crédit de 1 000 millions de francs au Portugal a été signé le 30 novembre à Paris. Cet accord comporte un prêt du Trésor et des crédits privés garantis destinés à l'achat en France d'équipements et de services pour la réalisation d'investissements destinés par les deux gouvernements à promouvoir le second volet de l'aide financière annoncée par M. Giscard d'Estaing lors de sa visite à Lisbonne en août 1979. Un crédit de même montant a été accordé le 18 octobre 1978.

Brésil 80

Séminaire

Voyage d'Etudes & d'Affaires

Le Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires orienté à l'intention des Entreprises Françaises qui souhaitent développer leurs échanges avec le Brésil un

SEMINAIRE le vendredi 14 Décembre 79 à Jory-en-Joux

Programme du séminaire :
- les règles d'implantation au Brésil
- les réalités du marché brésilien
- des cas de succès ou d'échec seront présentés.

Originalité de l'opération :
- un dossier sur le marché brésilien et sur les caractéristiques de la gestion des entreprises au Brésil sera remis à tous les participants du séminaire.

- des dans les secteurs prioritaires bénéficiant d'aides et d'incitations économiques et fiscales sont résumés dans des propositions précises d'entreprises brésiliennes susceptibles de s'associer avec des entreprises françaises.

- des entreprises françaises intéressées reçoivent une attention particulière destinée à préparer dans les meilleures conditions un voyage d'études et d'affaires qui sera organisé au Brésil au printemps 80.

L'opération bénéficie du soutien :
- du Gouvernement Fédéral Brésilien,
- du Gouvernement de l'Etat du Minas Gerais,
- de l'Institut Brésilien de développement industriel,
- de l'Association Brésilienne de Commerce, de la Fundação Dom Cabral,

du Crédit Lyonnais.

Pour tout renseignements, écrire ou téléphoner à : M. Auzan

HEC - ISA - CFC

1, rue de la Libération
75350 JOUY-EN-JOIS
Tél. 065.50.00 postes 328 ou 305
ou Tél. 065.51.73

CHAMBRÉ DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

En Grande-Bretagne

La British Steel Corporation envisage de supprimer cinquante-deux mille emplois

Confirmant son intention de ramener les capacités de production de la British Steel Corporation (B.S.C.) de 21 à 15 millions de tonnes de produits, cette firme normalisée qui produit 90 % de l'acier britannique, vient d'annoncer aux syndicats qu'elle envisageait de supprimer 52 000 emplois. Compte tenu des fermetures d'usines et des licenciements déjà annoncés, les effectifs globaux de la firme reviendraient ainsi à 100 000 personnes environ (contre 182 000).

Ces décisions étaient plus ou moins attendues. L'exercice 1979-1980 s'est en effet traduit pour B.S.C. par une perte de 445 millions de livres (4 milliards de francs), et l'exercice suivant, bien que moins catastrophique (389 millions de livres de pertes, soit 3,8 milliards de francs, à égaliser avec la production restant médiocre), des licenciements massifs étaient inévitables, et, en privé, l'état-major de la B.S.C. ne cachait pas que l'on ne pouvait longtemps différer des décisions pénelles, comme celles qui ont été prises en Belgique et en France, et ce d'autant que le ministre de l'Industrie, sir Joseph, a réaffirmé que le gouvernement n'entendait pas compenser les pertes de B.S.C. au-delà de cette année.

En réduisant massivement ses capacités de production et ses effectifs, la B.S.C. entend restaurer sa compétitivité et éviter de vendre ses activités restantes (notamment la sidérurgie) à un prix dérisoire comme l'y incitent les pouvoirs publics.

La B.S.C. espère pouvoir négocier avec les syndicats la réduction des effectifs en échange de mesures visant à accroître la productivité. Mais, jusqu'à présent, le syndicat a réagi d'autant plus négativement que B.S.C. envisage de n'accorder qu'une faible

augmentation des salaires comprise entre 2,5 % et 3 %.

L'annonce d'une nouvelle réduction d'effectifs ne peut qu'aggraver à court terme son activité. Son secrétaire général, M. Sir, a déclaré que la seule façon d'obtenir la coopération du syndicat serait d'établir un contrôle commun de l'industrie, et il n'a pas exclu l'éventualité d'une grève générale dans l'industrie de l'acier.

Au Japon

LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS A NOUVEAU DÉFICITAIRE EN OCTOBRE

Le balance commerciale du Japon a été déficitaire de 360 millions de dollars pour le mois d'octobre, les importations ayant atteint 9,07 milliards de dollars (+ 24,2 % par rapport à octobre 1978) et les exportations 8,71 milliards de dollars (+ 11,1 %). C'est la septième année que la balance commerciale du Japon a été déficitaire. En avril 1979 (- 689 millions de dollars) et en janvier (- 627 millions de dollars). Un chiffre qui donne une idée du renversement de la situation : en octobre 1978, le commerce extérieur du Japon avait été excédentaire de 1,04 milliard de dollars.

Du coup, la balance des paiements courants a été de nouveau largement déficitaire en octobre (de 1,12 milliard de dollars). C'est la septième année que la balance des paiements courants du Japon est déficitaire. Le déficit de 5,8 milliards de dollars le déficit cumulé de la balance des paiements courants depuis janvier.

ÉNERGIE

Les prix des produits pétroliers

(Suite de la première page.)

Avant les événements d'Iran, en effet, une partie non négligeable du fuel domestique et du gazole était fournie en France par des compagnies pétrolières et des grands groupes pétroliers et qui s'approvisionnaient sur le marché de Rotterdam. Or ce courant s'est - du fait de l'évolution du marché (le monde à 9 novembre) - complètement asséché, les prix intérieurs français - hors taxes - étant nettement inférieurs aux prix pratiqués dans les autres pays européens. La tonne de gazole (hors droits et taxes) était vendue le 12 novembre 231,6 dollars en France contre 251,6 dollars en République fédérale d'Allemagne et celle de fuel domestique 205,76 dollars contre 273 en Allemagne.

Grâce à ces prix hautement rémunérateurs, les stocks allemands sont beaucoup plus importants que les stocks français. Le gouvernement français semble donc vouloir permettre aux sociétés françaises de s'approvisionner pour partie, et cela est nécessaire, sur le marché libre. Le prochain mouvement de prix sera alors supérieur à la simple répercussion de la hausse du prix du brut qui sera décidée par l'OPEC à Caracas le 14 décembre corrigée de l'effet dollar.

Cette évolution gouvernementale est vraisemblablement la manifestation d'une inquiétude quant à l'approvisionnement de la France en fuel domestique et en gazole pour les mois d'hiver de 1980. Comme l'écrivait récemment l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole (U.C.S.I.P.) :

« L'approvisionnement en gazole et fuel domestique reste le problème-clé du raffinage français. Pour mettre à disposition des transporteurs et des ménages des quantités de gazole nécessaires, alors que les importations traditionnelles sont devenues difficiles avec les écarts entre les prix français et ceux du marché international, les traitements de brut ont dû être sensiblement accrus. Par voie de conséquence et en simplifiant les choses, ceci

a entraîné une production fatale de fuel qui ont dû être exportés et stockés en beaucoup de quantités ».

Mais cette politique, à un double inconvénient. D'une part, elle est annoncée à une période où les compagnies pétrolières françaises ont opéré en France pour publier des résultats exceptionnels pour 1979. D'autre part, elle donne l'impression que Paris reviens sur les engagements pris lors du sommet de Tokyo. La France avait en effet obtenu de ses partenaires la promesse de ne pas acheter de pétrole à des prix spéculatifs. Or tout semble indiquer que les compagnies françaises seront autorisées, si nécessaire, à se porter acheteuses sur le marché libre. Il est vrai que l'Allemagne fédérale, qui a des réserves de pétrole, a refusé à cette promesse, le gouvernement français pouvait difficilement ne pas agir.

BRUNO DETHOMAS.

LE MARCHÉ LIBRE PÉTROLIER

CONNAIT

UNE CERTAINE DÉTENTE

Les prix des pétroles bruts ont baissé de 10 à 15 cents le baril sur les marchés libres, indiquent les milieux spécialisés londoniens. Cette légère détente a pour origine plusieurs facteurs. Le premier est le retour des pétroliers américains au trésor, en cours de la semaine, vient de révéler son « impression » que les producteurs de pétrole du Proche-Orient ne devraient pas réduire leurs fournitures aux États-Unis si ceux-ci avaient recours à la force pour amener la libération des états de l'Irak. De plus, les grandes compagnies semblent renouer à acheter au comptant, avant la conférence de Caracas, pour ne pas être accusées de pousser les prix à la hausse.

Mais, surtout, les stocks sont très élevés ce qui a obligé certains négociants japonais à vendre à perte une cargaison de pétrole iranien.

En bref

● Les P.M.E. sont plus optimistes qu'il y a un an, selon un sondage réalisé par l'U.F.B.-LOCARAIL en octobre auprès de 214 entreprises de 10 à 200 salariés. Le volume d'affaires escompté en 1979 est nettement meilleur qu'en 1978, surtout dans les entreprises nouvelles et dans les entreprises de 100 à 200 salariés. Les prévisions pour l'année prochaine sont, elles aussi, bien meilleures. En particulier, les prévisions du secteur bâtiment-travaux publics sont positives pour la première fois depuis sept ans (de nombre d'entreprises s'attendant à une amélioration étant supérieur au nombre de celles qui prévoient une baisse).

● M. Claude Kornblum a été nommé directeur des industries agricoles et alimentaires par un décret paru au Journal officiel du 30 novembre. — M. Kornblum, ingénieur des ponts-et-chaussées, âgé de quarante-trois ans, était directeur délégué auprès du directeur général de l'Institut de développement industriel (I.D.I.) depuis octobre 1977, après avoir été de 1974 à 1977 conseiller technique au sein du ministère de l'Industrie. Il a été nommé à son nouveau poste sur proposition de M. Debatte, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé des industries agricoles et alimentaires.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Vif recul du dollar - forte reprise de l'or

Sur les marchés des changes toujours agités, un vif recul a été enregistré sur le DOLLAR, qui a été déprimé d'abord par la baisse des taux aux États-Unis, puis par l'aggravation du conflit franco-allemand. Parallèlement, le DEUTSCHENMARK, puis le FRANCO SUISSE étaient vivement recherchés, tandis que le cours de l'once d'or bondissait à nouveau de 40 dollars pour le 2^e premier fois depuis six semaines et se rapprochait de son niveau record atteint au début d'octobre dernier.

En légère reprise lundi, le DOLLAR commençait à s'affaiblir dans l'après-midi de ce jour sur l'annonce de la réduction de son taux de base par une banque américaine (voir ci-dessous la rubrique « Marchés de l'argent »), conjuguée avec une hausse des taux en Allemagne fédérale (9 % au jour le jour contre 12 % à 13 % aux États-Unis), ce qui réduisit l'attrait du dollar. Encore faible mardi, le DOLLAR se releva les jours suivants, et s'affaiblissait encore jeudi sur la nouvelle du « rimmage » de M. Bani Badr, ministre des affaires étrangères irakien, considéré comme un « modéré ». Vendredi, une nouvelle aggravation du conflit franco-allemand, le refus mexicain d'accorder l'asile au chah et l'évolution jugée fort inquiétante de l'économie d'Israël en raison de la situation des réfugiés arabes, ont provoqué un nouveau recul du DOLLAR qui, en dépit de l'intervention des banques centrales, revenait à un peu plus de 170 dollars par once d'or. Le cours le plus bas depuis six semaines a été enregistré le 29 novembre (172,50 DM) touchant au début d'octobre dernier, et tombant à Paris à 4,97 F. La réduction du taux de base de la Banque fédérale des États-Unis en octobre n'avait aucune influence, tandis que les efforts des banques américaines pour déclencher l'iran en cessation de paiements et garantir leurs créances sur ce pays en saisissant l'atmosphère. Les créanciers étrangers pressaient ces banques de payer les intérêts et de rembourser le principal. Les banques américaines ont refusé de le faire, mais ont promis de le faire si les États-Unis acceptaient de ne pas prendre part.

Outre le DEUTSCHENMARK, le franc suisse a connu une forte hausse, le FRANCO SUISSE sensiblement progressé en fin de semaine sur l'annonce de la suppression

de l'intérêt négatif prélevé depuis 1974 sur les dépôts étrangers en Suisse (voir d'autres parts). Le gouvernement suisse est désireux de faire monter sa monnaie, un peu faible ces derniers temps vis-à-vis du DEUTSCHENMARK, notamment.

Le Danemark a procédé à une « dévaluation surprise » de sa monnaie à hauteur de 2 %, sur l'avis de 400 dollars pour le 2^e 23 septembre dernier, lors du « réajustement » du système monétaire européen. Le nouveau cours pivot de la monnaie danoise à Paris est de 0,75705 francs

contre 0,018 franc tout récemment, s'est légèrement redressé grâce aux mesures contraignantes prises par la Banque du Japon, notamment la suppression des avances qu'elle consentait aux importateurs nippons depuis 1978 pour accélérer les achats à l'étranger et freiner la hausse du YEN, jugé alors trop élevé. Les choses ont bien changé, car le renchérissement du pétrole creuse chaque jour le déficit de la balance des paiements japonais. Sur le marché de l'or, le cours de l'once a brutalement bondi franchissant mercredi le niveau

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ U.S.	Franc suisse	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florio	Lira (1/2000)		
Londres...	—	2,1390 2,1600	8,9466 8,9316	2,5151 2,5094	2,8821 2,8826	62,8118 61,6880	4,2418 4,2176	172,73 177,14		
New-York...	2,1390 2,1600	—	24,5790 24,1837	62,5356 60,5143	57,8801 56,8026	3,5460 3,5056	51,9403 50,5517	6,1226 6,1213		
Paris....	—	8,9466 8,9316	0,6085 0,6136	—	254,51 258,22	233,24 234,87	14,4273 14,4833	210,91 210,27	4,8994 5,0728	
Zurich....	—	3,5151 3,5094	139,25 145,25	—	39,2896 39,2671	—	92,4253 92,3853	92,3667 92,3853	1,5097 1,5085	
Frankfurt...	—	3,8931 3,8926	172,55 176,05	—	42,5985 42,5735	188,1361 186,5355	—	5,1323 5,1682	88,4578 88,5745	1,2124 1,1397
Bonnheim...	—	62,8118 61,6880	28,2000 28,2500	—	6,9313 6,9044	17,6415 17,2768	16,3852 16,2168	—	14,6128 14,5781	2,4599 2,4700
Amsterdam...	—	4,2418 4,2476	126,90 126,95	—	47,1430 47,5574	120,6756 119,0815	111,5351 111,7012	—	6,5404 6,5879	2,3651 2,3691
Milano....	172,73 177,14	—	8,1525 8,2375	290,3805 295,9721	—	510,0093 497,8819	471,3790 467,3388	28,9925 28,5178	422,52 418,38	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En contrepartie, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lire.

contre 0,74905 francs précédemment. Cette opération, effectuée en grand secret et avec le minimum de concertation communautaire, a été mal accueillie par les partis politiques danois. Certes, la COUROUNE était très faible ces derniers jours, mais des mesures draconiennes (blocage des prix et des salaires) avaient été prises le 14 novembre dernier. Apparemment, elles n'ont pas suffi.

Le YEN japonais, qui était tombé en début de semaine à son niveau le plus bas depuis deux ans et demi (251 yen pour un dollar et 0,0183 franc à Paris

des 400 dollars pour la première fois depuis le 15 octobre dernier et approchant de 430 dollars en fin de semaine, non loin des 437 dollars touchés le 2 octobre 1978. Ce bond s'est effectué en dépit de l'annonce d'une deuxième « vente surprise » de métal par le Trésor américain. A des motifs exceptionnels, les investisseurs ont peur de la hausse du métal pour satisfaire les acheteurs « physiques » qui veulent se faire livrer sur les marchés à terme aux États-Unis, s'ajoutent les inquiétudes sur l'évolution de la crise au Moyen-Orient.

F. R.

LE MARCHÉ DE L'ARGENT

La détente s'accroît

La légère détente enregistrée la semaine dernière s'est confirmée pendant la semaine qui vient de se terminer. Le marché de l'argent, de part et d'autre de l'Atlantique, aux États-Unis, une banque, la Bankers Trust, estimant que les taux d'intérêt à court terme s'élevaient au point culminant, a ramené lundi son taux de base de 15,75 % à 15,50 %, ce qui avait pour effet de faire bondir le cours des valeurs à Wall Street et de déprimer le dollar. Mardi, c'est le tour de Chase Manhattan, troisième établissement américain, qui réduisit son taux d'un demi-point (15,25 % contre 15,75 %), tandis qu'il baissa le week-end, la Citicorp, deuxième établissement du pays, revenant à 15,50 %. Certes, une hirondelle ne fait pas le printemps, les autorités monétaires fédérales restent vigilantes, et la Chase Manhattan a bien pris soin de préciser « qu'il ne convenait pas de tirer de conclusions prématurées de cette réduction, qui reflète seulement les fluctuations du marché de l'argent et ne préjuge pas de l'orientation future des taux d'intérêt ». De plus, beaucoup pensent que la véritable baisse des taux n'est que pour demain, et qu'elle sera peut-être précédée par une ou plusieurs

hausques remontées pour des raisons diverses : inflation, accés de faiblesse du dollar, etc. En attendant, la masse monétaire américaine augmente modérément, et on signale une vive contraction de la demande de prêts émanant des entreprises, objectif poursuivi par M. Volcker, président de la Réserve fédérale, lorsqu'il fit brutalement monter les taux le mois dernier. Cette contraction est de nature à provoquer une généralisation du mouvement de réduction des taux de base bancaire.

En Europe, la Banque nationale des Pays-Bas a bien relevé de 1 % son taux d'escompte, le portant de 8,50 % à 9,50 % pour se conformer à la tendance internationale, après l'avoir augmenté de 8 % à 8,50 % le 1^{er} novembre dernier. Une hausse également à 9,50 % du taux d'escompte de la banque norvégienne portée de 7 % à 9 %. Mais en France, il se produit une accentuation du léger repli observé la semaine précédente. Le taux de l'argent au jour le jour, après avoir fléchi à 11,75 % est remonté à 12 1/8 % à la veille du week-end pour des raisons techniques (fin de mois de la conjonction commerciale s'est nettement détendue. C'est à l'échéance d'un an que le repli a été le plus sensible : un demi-point à 12 1/8 %, tandis que les échéances plus courtes n'ont cédé que 1/8 % (12 3/8 % à un mois, 12 5/8 % - 12 1/2 % à trois mois).

Le marché des obligations, en revanche, évolue à contre-courant : cette semaine, les taux ont baissé de 1/8 % (12 3/8 % à 12 1/4 % pour s'établir aux environs de 12,15 % pour l'émission de première catégorie (Tunnel de Fréjus, 200 millions de francs et emprunt groupe des C.F.R., 500 millions de francs, tous deux garantis par l'Etat), et de 1/10 % environ pour les émissions de seconde catégorie. Le plus surprenant est que la hausse des taux n'ait pas entraîné une baisse de la hausse des dépôts en fin de semaine. Est-ce pour « coiffer » le mouvement de hausse afin de mieux permettre une détente ? Quant aux rumeurs d'emprunt d'Etat qui couraient ces jours-ci, elles ne semblent pas devoir se vérifier dans l'immédiat. Un quadruple emprunt d'Etat devrait bien être lancé d'ici à Noël après celui de 7 milliards de francs début septembre, mais les taux sont bien hauts, et, surtout, l'amélioration de la conjonction commerciale des rentrées de T.V.A. Pour l'instant, donc, pas d'emprunt.

MATIÈRES PREMIÈRES

Hausse de l'argent métal et repli du cuivre

MÉTAL. — Les cours du cuivre se sont élevés, encore une fois, en raison de la persistance d'une pénurie de disponibilités, les cours de l'étain se sont en outre relevés, l'augmentation des stocks ayant été plus forte que prévu (4 225 tonnes à 1 815 tonnes).

DRENNES. — Le cacao a enregistré un très sensible mouvement de hausse renforcé par l'échec de la conférence de Genève sur la réduction d'un accord international. Les cours du café ont également fléchi, mais ceux du sucre ont encore fermement progressé. Le Sénat américain a ratifié l'accord international sur le sucre après la fin de la session du département de l'Agriculture d'un vote massif de soutien de 15,8 cents par lb.

CEREALES. — Les cours du blé de dur ont baissé en raison de la baisse des stocks de Chicago. Le Conseil international du blé prévoit une production mondiale de 444 millions de tonnes cette année, alors qu'une précédente estimation était de 439 millions de tonnes. Cette nouvelle estimation serait en retrait de 8 % sur le record de 1978, constituant néanmoins le troisième record consécutif.

Dans le secteur de l'épargne liquide, l'événement de la semaine a été le maintien à 41 000 francs du plafond de dépôts sur le livret « bien » du Crédit mutuel, tandis que celui du livret A des Caisses d'Épargne était porté à 45 000 francs. La réaction du Crédit mutuel a été bien vive, parlant de « machiavélisme gouvernemental », qui « fausse le choix entre établissements » et « ne tient aucun compte de la volonté des épargnants ». En prenant cette mesure discriminatoire, M. Monory, ministre de l'économie, avait en tête des chiffres révélateurs : l'expédient de dépôts dans les caisses d'épargne, en progression de 25 % au 30 juin 1979, est en train de chuter verticalement (- 60 % en septembre, octobre et, probablement novembre) régressant de 6 % depuis le début de l'année, alors que celui du Crédit mutuel a progressé de plus de 80 %. Quant à la rémunération des livrets, 6,50 %, il ne semble pas que le ministre veuille l'augmenter, en dépit de la hausse générale du taux et d'une inflation à deux chiffres, qui, une fois de plus, gratifie l'épargne populaire d'un intérêt négatif. Au fait, où en est la promesse d'un livret présidentialiste, d'un livret indexé par ménage ?

FRANÇOIS RENARD.

مكتبة الأمل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2. LE SOMMET DE DUBLIN

3. EUROPE

— U.R.S.S. : les ministres vivement critiqués par M. Brejnev conservant leur poste.

4. ASIE

— Les négociations sino-soviétiques.

5. PROCHE-ORIENT

— L'effervescence dans le monde islamique.

— L'attaque de la grande mosquée de La Mecque.

6. AFRIQUE

7. AMÉRIQUES

POLITIQUE

8. LIBRE OPINION : « Le droit à l'information » par Yvonne Quitté.

— Le Sénat adopte les crédits de la justice et de l'éducation.

— Questions orales à l'Assemblée nationale.

SOCIÉTÉ

9. JUSTICE : la faillite de la Régie de la réimpression.

10. RELIGION : le voyage du pape en Turquie.

11. JEUNESSE : la grande misère des M.J.C. de Nice.

12. ÉDUCATION : « Les lycéens » (III), par Serge Foloch.

13. SPORTS

CULTURE

14. LE JOUR DES MUSIQUES : le Docteur Miracle et Djamilah à Tours.

15. CINÉMA : Sibériade, d'André Mikhaïlov-Kontchoulovski.

INFORMATIONS « SERVICES »

16. LES URGENCES DU DIMANCHE

ÉCONOMIE ÉQUIPEMENT

17. INDUSTRIE : « Pour une surélévation de notre économie » (II), par François Delle.

18. SOCIAL : la grève des contrôleurs aériens.

19-20. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT RADIO-TELEVISION (13)

Carnet (6) : Journal officiel (12) ; Météorologie (12) ; Mots croisés (12) ; Programmes spectacles (11 et 12).

NOUVELLES BRÈVES

1. M. ALAIN DUREL vient d'être nommé directeur des Rencontres Internationales d'art contemporain de La Rochelle. Il succède à M. Claude Samuël, dont la démission avait été annoncée ainsi que celle de Danièle Delorme, à la suite de divergences sur la façon dont avait été assurée la direction artistique de ce Festival (Le Monde du 10 juillet).

2. Le prix Monténégro 1979, décerné en Suède à des personnalités ou organisations qui ont contribué activement à la défense de la liberté de parole et d'opinion, a été décerné au Pen Club International le vendredi 30 novembre. La somme de 20 000 couronnes (autour de francs français) sera partagée entre le Pen Emergency et Writers In Prison Committee. Le jury a motivé son choix par le fait que le Pen Club International « est la seule organisation d'importance qui se soit préoccupée des nombreux écrivains actuellement emprisonnés assignés à résidence ou frappés d'interdiction professionnelle ».

3. Amnesty International, Mme Simone Veil, alors ministre française de la santé, et la Charte 77, en Tchécoslovaquie, ont été les précédents lauréats de ce prix créé en 1975. — (A.F.P.)

4. Concours truqués du Sud-Est. — Un ancien jockey, M. Jean Tedetti, quarante-huit ans, a été inculpé vendredi 30 novembre d'infraction à la législation sur les courses par M. Jean-François Roudot, juge d'instruction au tribunal de Marseille.

5. Le numéro du « Monde » daté 1^{er} décembre 1979 a été tiré à 590 215 exemplaires.

BÈGUES

Depuis 1938, des milliers de personnes de tout âge ont bénéficié des découvertes définitives d'un Ancien Bègue. Rens. grat. : M. BAUDET, 185, bd Wilson, 33200 Bordeaux.

A B C D E F G

La direction de « l'Aurore » annonce son intention de licencier quarante-cinq journalistes

La direction de l'Aurore a informé, vendredi après-midi 30 novembre, les représentants du personnel de sa décision de licencier quarante-cinq journalistes (sur les quelque quatre-vingt-dix que compte encore la rédaction) et un cadre. Un comité d'entreprise est convoqué pour le 7 décembre.

Au début de la semaine, des signes avant-coureurs de cette brutale décision n'avaient pas manqué d'alerter le personnel de l'Aurore. Le couplage des rubriques Spectacles de l'Aurore et du Figaro avait en effet été soudainement annulé à la demande de M. Robert Hersant, et l'on apprenait que le démantèlement de la rédaction de l'Aurore à la GIRA (Le Figaro) prévu pour le début décembre, était renvoyé sine die. La date de parution de l'Aurore-dimanche était de nouveau retardée également.

Si la direction du quotidien de la rue Richelieu se refuse à tout commentaire et qu'aucun commu-

iqué n'est prévu, le recours au licenciement économique de la rédaction de l'Aurore est d'une gravité sans précédent dans l'histoire du journal pour 1979, en dépit du couplage tendancieux de des pages communes avec le Figaro. Les ventes de l'Aurore sur Paris, souligne-t-on, se maintiennent, mais, régulièrement, des relards gênent sa diffusion en province.

La menace de licenciement qui plane sur quarante-cinq journalistes est d'autant plus précoce que la liste des « victimes » est déjà établie. On y relève notamment les noms d'un rédacteur en chef, Charles Blondel, du chef du service politique, de la totalité des membres du service photo (chef et adjoint compris), de la plupart des secrétaires de

la rédaction, de treize pigistes réguliers, et parmi les rédacteurs permanents, de deux représentants syndicaux : Claude Deltour (S.N.J.), contre qui est engagée une procédure de licenciement depuis août dernier, et Bernard Sabry (F.O.D.T.), ainsi qu'un délégué F.O.D.T.

La direction du journal a informé les représentants du personnel de cette délicate attention.

Ces accords, prévus depuis environ deux mois, font suite à la décision du P.D.G. du Progrès, M. Jean-Charles Lignel, de ne plus grouper ses petites annonces et ses placards publicitaires avec le Progrès-Dauphiné.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

Le 1^{er} janvier 1980 marquera donc la première étape d'une rupture des accords du groupe de presse « Progrès-Dauphiné » signés en 1966.

LES SUITES DE L'AFFAIRE LETELLIER

Les États-Unis prennent des sanctions contre le Chili

Les États-Unis ont décidé de réduire au minimum leurs relations avec le Chili et de prendre des sanctions économiques contre ce pays. C'est la conséquence du refus de Santiago d'enquêter sur les responsabilités de trois officiers chiliens dans l'assassinat en septembre 1978, à Washington, d'Orlando Letelier, ancien ministre des affaires étrangères d'Allemagne, qui vivait en exil dans la capitale américaine.

Le département d'État a annoncé, vendredi 30 novembre, une série de mesures de rétorsion. Les effectifs de l'ambassade américaine à Santiago (environ quarante personnes) vont être fortement réduits. L'Exim Bank, chargée du financement de projets à l'étranger, suspend son aide au Chili. L'OPIC (Overseas Private Investment Corporation), organisme chargé de garantir les prêts privés américains à l'étranger, fait de même. Outre l'aide militaire, déjà interrompue, l'aide publique économique est suspendue, et cette décision s'applique aux sommes qui devaient être versées dans le cadre de prêts déjà accordés. Ces trois dernières mesures prennent effet immédiatement.

Ces décisions sont de nature à asphyxier économiquement le gouvernement chilien. D'autant que les États-Unis annoncent leur intention d'examiner d'un oeil critique toutes les demandes d'emprunts de Santiago auprès des organismes financiers internationaux. Sans aller jusqu'à la rupture des relations diplomatiques, qui avait été un instant envisagée, Washington n'hésite donc pas à courir le risque d'une « déstabilisation » du régime chilien.

L'affaire Letelier, du nom de l'ancien ministre de Salvador

Allende et ancien ambassadeur aux États-Unis, assassiné le 21 septembre 1978 à Washington, sur l'ordre de la police secrète du général Pinochet, a donc affecté sérieusement les relations entre les États-Unis et le Chili. Le porte-parole du département d'État, M. Rodding Carter, a déclaré vendredi la plus vive attaque du régime militaire chilien jamais entendue de la part d'un officiel américain. En refusant, pendant plus de vingt mois, d'enquêter sérieusement sur les responsabilités écrasantes de trois officiers chiliens, le général Contreras, le colonel Espinoza et le capitaine Fernandez dans le meurtre de Letelier, le gouvernement de Santiago a « en fait donné son aval à un acte de terrorisme international », a-t-il déclaré.

Cette expression sera d'autant plus ressentie à Santiago que la lutte s'empêche volontiers pour stigmatiser le communisme. M. Rodding Carter a mis en parallèle l'assassinat de Letelier et la prise d'otages de Téhéran, et le président Carter devait faire une déclaration sur ce thème ce samedi 1^{er} décembre. Il veut montrer qu'il condamne de la même façon les manquements aux droits des gens, qu'ils soient communs par des militaires chiliens ou par des étudiants iraniens. — D. Dh.

Le ministre des affaires étrangères accueille un premier groupe de rapatriés d'origine vietnamienne

Quatre cent soixante-neuf Français d'origine vietnamienne et parmi eux cent cinquante enfants environ, sont arrivés ce samedi matin 30 décembre à Paris en provenance d'Ho-Chi-Minh-Ville. Il s'agit du premier groupe de quelque douze cents Français d'origine vietnamienne, dont sept cents ont la nationalité française, qui doivent être rapatriés en principe d'ici à la fin de l'année. Un prochain vol spécial est prévu pour le 10 décembre, et les autres arrivées se feront par vols réguliers.

On avait, en tout cas, bien fait les choses pour ce premier rapatriement. Une petite collation avait été préparée à l'intention des réfugiés et le ministre des affaires étrangères en personne, M. Jean-François Poncet, est venu saluer « ceux que la France n'a jamais oubliés ». « La solidarité nationale n'est pas un vain mot en France », a déclaré le ministre après avoir précisé qu'il y avait bientôt plus au Vietnam de Français d'origine vietnamienne. M. François-Poncet s'est ensuite promené dans la foule, suivi de près par les caméras de télévision, posant çà et là des questions aux rapatriés, dont très peu parlent notre langue. Certains d'entre eux étaient attendus par leurs familles. Ainsi cette femme accompagnée de ses deux enfants, qui a retrouvé son mari lequel avait fui

Salgon deux jours avant sa chute, le 28 avril 1975.

Parlant de sa famille dispersée aux États-Unis, en France, en Autriche ou restée à Poulo-Bidong en Malaisie, un homme conclut : « Nous sommes des juifs de l'Asie ». Il affirme qu'il a dû donner à l'État tous ses biens avant de quitter le Vietnam. La nouvelle vie, qui commence pour lui, débute par une distribution de vêtements chauds. Puis ce sera les formalités et le centre d'accueil du comité d'entraide aux Français rapatriés. Mais M. François-Poncet l'a dit : « La France fera tout pour que les difficultés d'insertion soient surmontées ». Un des rapatriés servant d'interprète le remercie alors et crie « Vive la France ! » et, ensuite, par quatre fois « Vive la liberté ». Un voisin ajoute : « Et que ça dure ». — M. B.-R.

LA FIN DE LA VINGTIÈME SESSION DE LA F.A.O.

M. Saouma souligne une fois de plus la gravité de la malnutrition

De notre correspondant

Rome. — Pour « renforcer la solidarité dans la lutte contre la faim, la malnutrition et la misère », une journée mondiale de l'alimentation sera organisée. Le 16 octobre de chaque année à partir de 1981. L'année a été dédiée à la conférence de la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) qui réunissait sa vingtième session, à Rome, du 10 au 28 novembre, en présence des délégués de cent quarante-sept États membres.

L'étendue et la gravité de la malnutrition ont été soulignées par le directeur général, M. Saouma. Il a dénoncé « cet épouvantable crime

contre la morale et la justice ». La conférence a estimé, pour sa part, que les problèmes pouvaient être surmontés si les pays riches se décidaient à agir de façon plus résolue. Les points noirs sont nombreux : production trop lente des pays en voie de développement (progression de l'ordre de 3 % au lieu des 4 % prévus par an) ; mauvaise répartition des disponibilités alimentaires ; absence d'un système de stocks de réserves coordonnées sur le plan international ; diminution en perspective des stocks céréaliers en 1979-1980, avec le risque que les réserves puissent même tomber en dessous du minimum nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire mondiale.

Les programmes présentés par le directeur général ont été approuvés à l'unanimité. Mais on a enregistré six abstentions dans le vote du budget 1980-1981 : les États-Unis, qui assuraient à eux seuls près du quart du financement de la F.A.O., le Canada, la R.F.A., la Grande-Bretagne, le Japon et le Mexique se sont prononcés contre l'accroissement de ce budget qui passe en un an de 21,3 millions de dollars à 27,7 millions, soit une augmentation réelle de 2,6 %, compte tenu de l'inflation.

Plusieurs pays arabes avaient réclamé que le bureau du Proche-Orient, se trouve au Caire, soit transféré dans une autre capitale. Un compromis : a été trouvé : ce bureau sera fermé « jusqu'à ce que la conférence ait décidé autrement ». Le Proche-Orient sera « ouvert » à partir de Rome. — R. S.

LA IV^e INTERNATIONALE

APPELLE LES ORGANISATIONS TROTSKISTES

A SE « PROLÉTARIER »

Le onzième congrès de la IV^e Internationale (trotskiste) s'est tenu du 8 au 18 novembre, en un lieu que ses organisateurs n'ont pas rendu public « pour des raisons de sécurité », plusieurs participants à cette réunion appartenant à des organisations clandestines. Ce congrès avait été précédé d'une scission : deux tendances de la IV^e Internationale — dont l'une, qui regroupe plusieurs sections latino-américaines, est animée par M. Nahuel Moreno, dirigeant du parti socialiste des travailleurs (P.S.T.) argentin — avaient rejoint le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale (CORI), animé par M. Pierre Lambert, et annoncé la tenue d'une conférence internationale au mois de janvier prochain.

Cette scission, qui prive le secrétariat unifié (S.U.)